

n° 670 du 20 au 27 septembre 1975 3,50 F
Hebdomadaire du parti socialiste unifié.

tribune



socialiste



chômage

la révolte

Sommaire

- **RELANCE :**
effacer la crise du tableau noir ? p. 4
- **ECONOMIE :** le keynésisme de gauche p. 5

- **POUVOIR :** Ponia-la-poisse p. 5

- **LUTTES :** une rentrée de classe p. 6-7

- **CORSE :** l'Irlande de la Méditerranée ? p. 8-9
un reportage de Martin Touan

- **BAILLEUL :** y a plus de patron ? p. 10

- **NUCLEAIRE :**
des alligators sur la Saône ? p. 11
- **ARMEE :** des officiers s'interrogent p. 11

- **CINEMA :** Candide chez les Moujiks p. 12
- **RADIO-TV :**
les « procès » de France-Inter p. 12

- **PORTUGAL :** la révolution en morceaux p. 13

- **ANGOLA :** la 2ème guerre de libération p. 14

- **PEROU :** à gauche, gauche (II) p. 15

Centre populaire de formation socialiste

On peut encore s'inscrire...

Début des séances :

- Mardi 23 septembre (Marx et Hegel - cycle Marxisme et philosophie)
- Vendredi 26 septembre (fondements d'économie marxiste - la loi de la valeur).
- Mardi 30 septembre (la formation de la classe ouvrière cycle histoire du mouvement ouvrier)
- Vendredi 3 octobre (la formation sociale - base, super-structure et reproduction - cycle critique des pratiques sociales)

PRIX D'INSCRIPTION : Un cycle 25 F ; deux : 40 F ; trois : 60 F ; quatre : 70 F.

Ecrire : 9, rue Borromée - 75015 - PARIS

Les chèques doivent être libellés à l'ordre de M. Pierre GARRIGUES - 37, avenue Foch - 75016 - PARIS.



HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIE

Direction politique : Gilbert HERCET - Alain TLEMCÉN

Comité de rédaction :

Victor FAY, Jean CEVENNES, André LAUDOUE, Maurice NAJMAN, Jean PATERNAT, Yves SPARFEL, Jacques THIBAUT, Jean VERGER, Corinne WELGER.

Rédaction : 566.45.64 - **Administration :** 566.45.37 - **Publicité :** REGIE-INFORMATION (770.40.18)
Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Caust Photocomposition - 75009 Paris

Rédaction en chef :

Philippe MARIÉLIE

Secrétariat de rédaction : Monique GRIMA

Maquette : Chantal LENDER

Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise CHAILLEUX

Dir. publ. : André BARJONET
9 RUE BORROMÉE 75015 PARIS

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F

Calendrier politique

● MEETINGS PSU

— A Chaumont, le 26 septembre, avec Bernard Ravenel, meeting sur le Portugal (21 h. salle du patronage laïque).

— A Mulhouse, le 2 octobre, avec Michel Mousel.

— A Epinal, le 3 octobre, avec Michel Mousel.

— A Bourges, le 24 octobre, avec Michel Mousel et Maguy Guillen.

● SECTEUR CULTUREL

La réunion du secteur culturel du PSU sur le bilan des festivals est repoussée à une date ultérieure.

Giscard, le Chili,
et le Tchad :

« affaires intérieures »

Erika Chanfreau, Amelia Radri-gan, Atenas Reyes et Marguerite Arias font la grève de la faim depuis le 10 septembre, à Paris. Leurs maris ont été portés disparus, et la junte chilienne prétend qu'ils sont au nombre de « cent dix neuf Chiliens morts à l'étranger ». Pourtant leurs épouses, dont certaines ont déjà été torturées par la junte, savent bien qu'ils sont détenus au Chili, et peut-être effectivement morts à cette heure. Ressortissantes françaises, elles cherchent simplement, par leur geste, à susciter une demande d'explication du gouvernement français au gouvernement de Pinochet. Or Giscard refuse : il a fait savoir qu'il ne pouvait intervenir « dans une affaire intérieure chilienne » ? Si seulement il avait eu le même souci des « affaires intérieures tchadiennes », l'affaire Claustre n'en serait pas où elle en est... ■

la « Joie de lire » occupée...

● Le personnel des librairies « La Joie de Lire », à Paris (ex-Maspéro) a voté dans son ensemble la grève avec occupation des locaux, reconductible tous les jours, en assemblée générale. L'occupation a été votée à la suite de l'annonce du licenciement collectif de tout le personnel. Le personnel s'oppose à ces licenciements et demande le maintien de la librairie dans sa fonction politique.

Le personnel de La Joie de Lire,

19-40 rue Saint-Séverin,
75005 - PARIS ■

Annonces

● Le camarade Lenfant désire vendre ou louer plein centre Avignon petit immeuble 3 pièces et louer à Marseille, centre ville, petit bureau 2ème étage avec téléphone. Ecrire Ferdinand Lenfant, 4 rue Baracane - Avignon 8400.

● La commission internationale souhaite entrer en contact avec des camarades lisant et écrivant danois, suédois et norvégien, pour traduction permanente de documentation. Ecrire à A. Chataigner (groupe Europe) - 9, rue Borromée - 75015 - Paris.

la presse d'extrême gauche ne peut compter que sur ses propres moyens et ceux que vous lui donnez pour vivre.

Pour préparer une formule nouvelle encore meilleure de TS

**TS A BESOIN DE VOUS
TS A BESOIN DE VOTRE SOUTIEN**

● Adressez votre soutien financier au
PSU « Soutien TS »
CCP 14 020 44 Paris

Nom :

Adresse :

Montant du don :

● et abonnez-vous à TS...

Un nom :

une adresse :

et un chèque de 100 F

(pour 6 mois : 60 F - soutien 150 F)

T.S. 9, rue Borromée - 75015
CCP PARIS 5.826.65



Notre Créneau principal: l'emploi

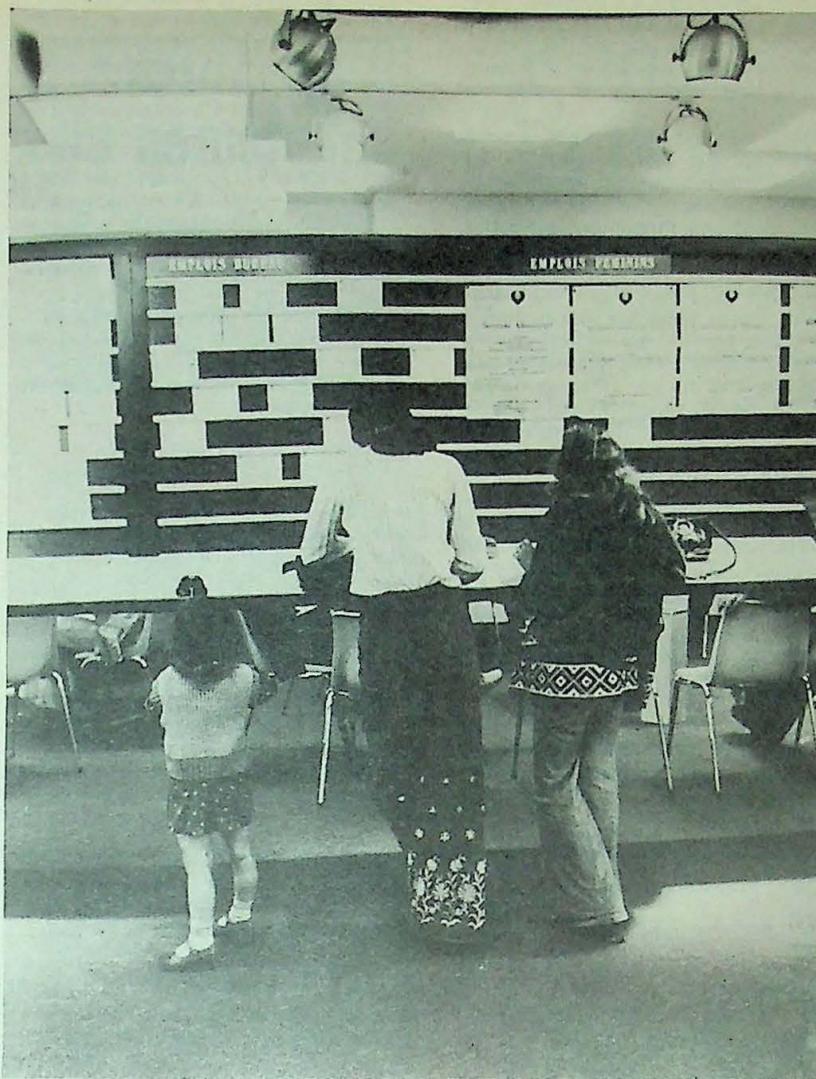
Les coups de feu de Corse (voir nos articles p. 8 et 9) ont trouvé un vaste écho non seulement parmi les ethnies minoritaires du pays, mais dans l'ensemble de la population. De JJSS à Chaban-Delmas, en passant par Mitterrand et Marchais, la région est à l'honneur. La majorité des Français se prononcent pour l'autonomie régionale et reprochent à Giscard d'avoir tant tardé... La bataille sur ce créneau, si délaissé il y a peu, s'annonce violente et chaude...

Mais c'est l'autre créneau, celui de la défense de l'emploi, thème majeur des luttes qui s'engagent, qui s'impose, par son extrême intensité, à l'attention de l'opinion publique. On parle beaucoup des hésitations des ouvriers qui, menacés de chômage, n'oseraient pas s'engager dans l'action revendicative.

C'est à la fois faux et vrai. Vrai, car les gros bataillons ouvriers attendent encore, l'arme au pied, le signal pour déclencher l'épreuve de force de grande envergure. Faux, car, déjà, des groupes entiers s'engagent spontanément, sans attendre les consignes syndicales dans une lutte dont les formes, lieux et moments, sont imprévisibles.

Le désespoir cède la place à l'exaspération, à la révolte. Nombre d'usines, en faillite ou en liquidation judiciaire, sont occupées, parfois depuis des mois, par les ouvriers licenciés. Les pouvoirs publics font tout pour laisser pourrir la situation, pour décourager les plus tenaces, les plus fidèles.

Dans ces îlots de la résistance ouvrière, dans les rangs de ces nouveaux combattants et, signe combien révélateur, des nouvelles combattantes, la lutte était engagée entre les travailleurs et les patrons, les autorités publiques (inspection du travail, pré-



Sur deux créneaux, que nous avons tenus seuls pendant longtemps, celui de l'action commune pour la défense de l'emploi, et celui de l'autonomie régionale, subitement tout le monde se précipite pour prendre place, pour prendre date, pour prendre le train en marche.

fecture, etc.) faisant semblant de jouer le rôle d'arbitre « impartial ».

Ce n'est plus toujours le cas. Le conflit du travail déborde le cadre de l'usine, voire de l'entreprise toute entière. Il arrivait même que les ouvriers exaspérés par les tergiversations patronales séquestrent pour un temps les responsables pour les amener à négocier. Ils prennent maintenant conscience du caractère politique de tels conflits, commencent à comprendre que les licenciements, les fermetures d'usines ce n'est pas l'affaire d'un patron, ni

même du patronat, que c'est l'affaire du gouvernement !

Les ouvriers de l'Idéal-Standard l'ont prouvé en séquestrant vendredi dernier, pendant plusieurs heures, le député-maire UDR du Creusot et le sénateur-maire républicain indépendant d'Autun, représentants qualifiés de la majorité giscardienne.

Ils ont exigé que ceux-ci envoient un telex impératif à Chirac, lui demandant d'intervenir en vue du sauvetage de cette firme qui emploie 3 500 travailleurs. Ils n'ont libéré leurs « otages » dans

la soirée qu'après avoir obtenu des assurances quant à l'avenir de l'entreprise.

Cette affaire, qui a surpris et inquiété les milieux officiels, a fait l'objet d'une délibération nocturne du gouvernement et d'une convocation urgente des préfets, chargés d'appliquer sans tarder le fameux plan de la relance économique et financière.

L'affaire est d'importance. La lutte pour la défense de l'emploi, pour le droit au travail, inscrit dans la constitution, change de caractère, prend de plus en plus une dimension politique.

Comme chez LIP, devant la carence patronale, les ouvriers avaient décidé de produire, de vendre, de se payer eux-mêmes, sans tenir compte d'une légalité périmée, au nom d'une légitimité plus haute ; de même les travailleurs de l'Idéal-Standard, devant le silence méprisant d'un patron lointain, retranché dans son bastion américain, se sont retournés contre ceux qu'ils considèrent comme responsables de leur chômage et de leur misère.

Signe avant-coureur, combien évident, d'exaspération et de révolte, que le plan Giscard est loin d'apaiser. Comment les travailleurs peuvent-ils réagir au report de l'impôt sur les bénéficiaires industriels et commerciaux, dont profitent seules les grandes firmes capitalistes, alors qu'on refuse le moratoire de paiements des loyers, des charges collectives, des traites et engagements divers aux chômeurs, menacés de saisies et d'expulsions ?

Comment vont-ils réagir au cadeau de plusieurs milliards que Giscard injecte, sous forme de commandes, subventions et crédits, aux capitalistes, sans rien demander en contre-partie, sans exiger — c'est la moindre des choses — que les bénéficiaires de cette manne gouvernementale s'engagent à créer de nouveaux emplois, ou, du moins, à rétablir ceux qu'ils avaient supprimés et à maintenir ceux qui existent encore.

Deux poids, deux mesures : cadeau généreux aux riches, maigre aumône aux plus dépourvus ! On peut se demander si la nouvelle croissance, qu'on nous fait miroiter, ne devient une catastrophe décroissance pour le plus grand nombre.

Aux organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière de prendre l'initiative de l'action commune contre ce gouvernement de chômage et de misère ; déjà la CGT et la CFDT s'engagent dans cette voie et lancent le 23 septembre une journée d'action pour la défense de l'emploi : c'est un premier pas. Il s'agit maintenant de poser, à l'exemple des ouvriers de l'Idéal-Standard, bien que sous d'autres formes et d'une autre manière, dans toute son ampleur, ce grand problème éminemment politique.

la qualité de l'union...

La décision de Robert Fabre de rencontrer Giscard d'Estaing, alors que ses deux partenaires du Programme Commun s'y refusent jusqu'à présent, souligne les contradictions au sein de l'Union de la Gauche, déjà illustrées par la polémique entre le PCF et le PS.

Ces contradictions affaiblissent les travailleurs face à la politique du pouvoir. Mais elles sont rendues inévitables par l'ambiguïté même de l'accord réalisé entre les trois partis de gauche. Bien que voulant répondre aux aspirations des travailleurs à un changement de société, il traduisait un compromis de sommet sur des objectifs ne dépassant pas le cadre du système actuel et de ses institutions. La sollicitation de Robert Fabre constitue un nouvel avatar de cette ambiguïté.

La seule alternative aux tentations répétées de coopération entre l'opposition et la majorité, c'est de reconstruire l'unité entre toutes les forces, partis et syndicats, qui représentent les travailleurs sur des objectifs clairement anticapitalistes, permettant d'entraîner de vastes couches populaires. Cette unité devrait avoir pour première préoccupation de renforcer l'action de masse indispensable contre le chômage et la dégradation des conditions d'existence.

le bureau national du PSU ■

Victor FAY ■

plan de relance

EFFACER LA CRISE DU TABLEAU NOIR

Le plan de « relance » est lancé. Les préfets et les services ont reçu pour instructions de faire vite pour distribuer la manne : 18,4 milliards de francs de dépenses supplémentaires à la charge de l'Etat auxquels s'ajoutent 2,8 milliards d'exemption d'impôts et 9,6 milliards de reports d'impôts, au bénéfice des entreprises. En outre, le crédit est fortement encouragé.

■ Ainsi, depuis le début de l'année 1975, ce sont quelques 52 milliards de francs qui ont été ou vont être injectés dans l'économie en vue de sortir de la crise.

A première vue, effectivement, il s'agit de montants considérables dont la plus grande partie (40 milliards) est financée grâce à un déficit budgétaire c'est-à-dire, en fait, par de la création de monnaie. La crise a provoqué, pour l'année 1975, une baisse de l'ordre de 2,5% du produit national brut (PNB) : soit environ 33 milliards de francs. Globalement, c'est vrai, le plan de relance réinjecte dans la machine économique l'équivalent (ou à peu près) de la baisse de production due à la crise ; mathématiquement, cela compensant ceci, il devrait y avoir une sorte d'annulation un peu comme si le maître d'école Chirac effaçait la crise de son tableau noir à l'aide du chiffon du plan de relance.

le maître d'école Chirac

Un examen attentif amène cependant à corriger cette impression d'ensemble. Au cours de l'année 1975, les revenus des ménages baisseront (en pouvoir d'achat) d'environ 20 milliards de francs. Pour compenser cette perte, il faudrait, logiquement, que les ménages reçoivent 20 milliards en remplacement. Giscard-Chirac ne leur en accordent que cinq dans le plan de relance. Encore ne s'agit-il que des chargés de famille et des bénéficiaires de la retraite vieillisse.

Autrement dit, pour les victimes de la crise, ceux qui sont en chômage, total ou partiel, le plan de relance ne change rien du tout : ils ont payé et continuent de payer les pots cassés par une amputation de leur revenu mais rien n'est prévu pour les indem-

niser de cette perte. Le libéralisme avancé giscardien, s'il souhaite effacer la crise du tableau noir, ne va pas jusqu'à tenter d'effacer les conséquences de la crise pour les travailleurs.

Ainsi certains perdent par la crise beaucoup plus qu'ils ne gagnent par le plan. Puisque, au total, les pertes de la crise devraient être effacées par le plan, c'est que, finalement, quelques petits malins vont toucher beaucoup plus qu'ils n'ont perdu. Ces petits malins, bien entendu, ce sont les entreprises, qui se taillent la part du lion : 3,9 milliards de prêts ou de subventions, 2,8 milliards de détaxation des investissements, 9,6 milliards de reports d'impôts, ce qui revient à prêter cette somme sans intérêt durant six mois aux entreprises. Cette mesure, surtout, est assez parlante : plus les bénéfices sont élevés, plus l'aide de l'Etat est importante. Ce qui revient à dire que les secteurs en crise qui, par définition, ne font pas (ou peu) de profits, sont écartés des faveurs gouvernementales. Là aussi, il est clair que les bénéficiaires du plan de relance n'ont que de lointains rapports avec les victimes de la crise.

Voilà qui n'a rien d'étonnant : que pouvait-on attendre d'autre d'un gouvernement qui n'a jamais fait mystère

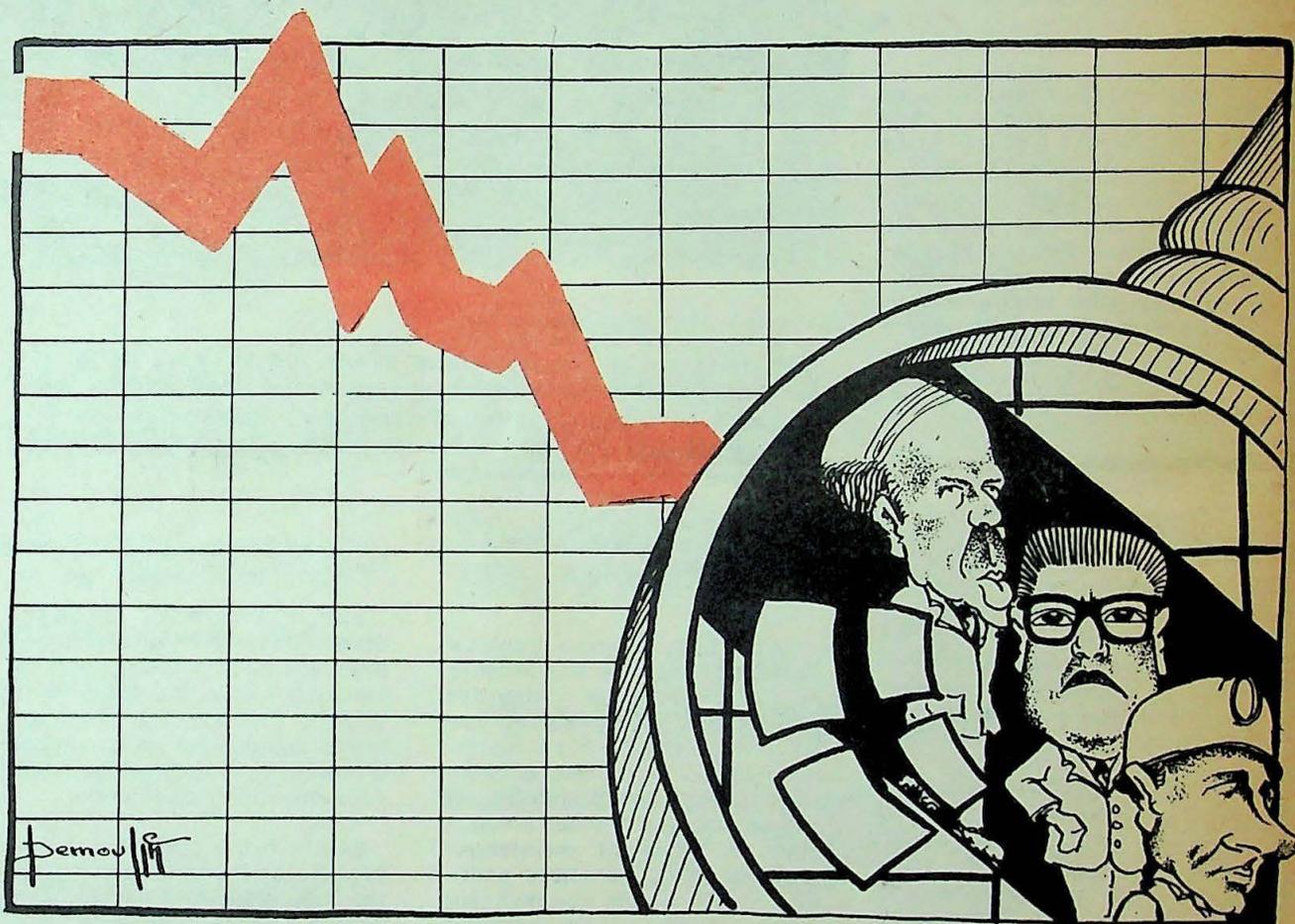
de son intention de profiter de la crise pour accélérer la « restructuration » (en clair, la concentration et l'émergence de grandes firmes) de l'industrie française ? Que pouvait-on attendre d'autre d'un Président dont la ligne de conduite n'a jamais varié d'un pouce depuis son arrivée au ministère des Finances ? L'avoir fiscal et l'amortissement progressif (en 1965), la création de provisions (exemptées d'impôts) pour hausses de prix, toutes ces règles fiscales ont eu pour effet, sous une apparente neutralité technique, de favoriser les entreprises privées les plus « dynamiques ». Le plan de relance est un plan capitaliste : seuls ceux qui croient encore que le diable puisse se faire ermite en seront surpris.

du pur keynésisme

Plus surprenante, en revanche, est la philosophie économique qui inspire ce plan. Elle relève du « keynésisme » le plus pur. Keynes, économiste britannique, est devenu célèbre à cause de l'analyse qu'il fit des causes de la « grande » crise, celle de 1929-1936. Il s'opposait aux libéraux pour qui la crise était un phénomène inéluctable parce que « naturel ». Pour Keynes, l'économie capitaliste

était semblable à un circuit de chauffage central. Les entreprises jouant le rôle d'une chaudière lançaient dans le circuit des revenus (salaires, intérêts, dividendes...) qui, dépensés, permettaient d'écouler la production. Mais, selon lui, il suffisait que les dépenses, pour une raison ou pour une autre, deviennent un moment inférieures aux revenus perçus pour que les stocks s'accumulent et que les entreprises licencient. Du coup, les revenus devenaient moins importants ; les dépenses, par contrecoup, baissaient encore, et le cercle vicieux de la « dépression » était bouclé. Le remède, toujours selon Keynes, consistait à faire intervenir l'Etat pour qu'il injecte dans le circuit de la monnaie nouvelle venant s'ajouter aux revenus provenant des entreprises : de cette façon les dépenses augmentent, les stocks se réduisent, les profits se redressent et les investissements repartent, permettant l'embauche des chômeurs.

Le scénario est, point par point, celui du plan de relance. A peu de choses près, c'est également le schéma des « plans de relance » allemand, américain et japonais. Or, le moins qu'on puisse dire est que l'efficacité de ces plans n'a guère été prouvée jusqu'à présent : si aux Etats-Unis et au Japon une timide reprise se des-



P.S.U. - Documentation

N° 86 /87 /88 Le chômage sous produit du capitalisme F. 6.00
N° 89 /90 /91 Militer contre le militarisme fascicule 1 F. 6.00
N° 92 /93 Une section du P.S.U. à PARIS F. 4.00
N° 94 /95 Militer contre le militarisme fascicule 2 F. 4.00

Numéros disponibles :

N° 22 - 23 Sur le mouvement politique de masse 2.00
N° 24 - 25 La police dans la lutte des classes 2.00
N° 26 Rosa Luxembourg 1.00

N° 27 - 28 La crise du système monétaire international 2.00
N° 42. 43. 44 Le mouvement révolutionnaire et l'Université 3.00
N° 51 Le recrutement 1.00
N° 52.53.54 Quand les patrons vont à l'école 3.00
N° 56.57 Sionisme et libération 4.00
N° 67.68.69 Capitalisme et consommation 4.00
N° 70.71.72 Coopération du néo-colonialisme 4.00
N° 75.76.77 Le PSU Dossier d'Accueil 4.00
N° 78.79 Sur la Question agraire 3.00
N° 80.81.82.83.84 PORTUGAL en lutte 6.00
N° 85 Le PSU analyse le rapport Sudreau 2.00
Abonnement : 20 N° F 30.00

A adresser à :

Editions Syros

9, rue Borromée, 75015 Paris C.C.P. 19 706 28 Paris

sine, en Allemagne le marasme se prolonge. La raison est évidente : si la politique keynésienne reconnaît la faillite du libéralisme et la nécessité d'une intervention de l'Etat pour sortir de la crise, elle demeure néanmoins fidèle au capitalisme. L'Etat « aide » les entreprises, il ne se substitue pas à elles. Il les subventionne, mais il leur laisse le soin de décider en dernier ressort des investissements à effectuer, et des emplois à créer, ceci en fonction des perspectives de profit. Et comme ces dernières restent incertaines, la reprise se fait attendre. Giscard n'est pas idiot : il connaît bien l'échec allemand, le semi-échec japonais. S'il se lance néanmoins à son tour dans une politique keynésienne, ce n'est pas seulement parce qu'il espère que ce qui a échoué Outre-Rhin réussira ici. C'est parce que la seule alternative au keynésisme est la prise en mains directe par l'Etat des responsabilités de production. Le keynésisme est relativement inefficace : du moins vaut-il mieux aux yeux de la classe dirigeante qu'un capitalisme d'Etat.

un type de société

La critique la plus grave que l'on peut faire à ce plan ne réside cependant ni dans son contenu outrancièrement favorable à la bourgeoisie, ni dans son probable manque d'efficacité. Elle concerne le type de société que ce plan dessine en filigrane : depuis trois ou quatre ans, un nombre croissant de gens deviennent conscients des impasses auxquelles conduit la croissance de la production telle que nous la connaissons depuis les années cinquante — augmentation rapide de la pollution sous toutes ses formes, nuisances industrielles, dégradation continue du cadre de vie et des conditions de travail... —

La crise offrait une bonne occasion de réexaminer l'orientation de notre production. Par exemple : profiter de la mévente automobile pour plafonner la production de voitures individuelles et utiliser les travailleurs ainsi « libérés » soit pour diminuer les horaires et le rythme de travail de tous, soit pour développer des substituts moins coûteux, comme les transports collectifs.

La production de marchandises n'est, au fond, pas un but en soi : leur fonction sociale est de procurer une certaine satisfaction, que Marx appelait valeur d'usage. Si une même valeur d'usage est obtenue à l'aide d'une quantité moindre de marchandises, à quoi bon s'en plaindre ? De même, on aurait pu imaginer que bon nombre de chômeurs, au lieu de demeurer à charge de la société avec un statut d'assistés, puissent utiliser leurs compétences pour remplir des tâches socialement utiles.

Il n'en a rien été. Le capitalisme n'est capable de diminuer le chômage qu'en produisant plus de voitures, plus de matières plastiques, plus de pollution. A cela une raison bien simple : la plus-value naît de la production de marchandise. D'où la tendance fondamentale du capitalisme à produire toujours plus de marchandises, à étendre sans cesse à de nouveaux biens ou services (les vacances, mais aussi le soleil, l'air pur, la santé...) le règne de la marchandise.

Voilà la critique fondamentale du plan de Giscard. L'emploi continue d'être fonction du profit, l'activité sociale continue d'être fonction de la valeur marchande. Les belles considérations sur la « justice », le « progrès maîtrisé », ne sont que les « trompe-l'œil » d'une réalité de plus en plus évidente : l'incapacité de la bourgeoisie à sortir du guêpier où elle a précipité le monde occidental.

Denis CLERC ■

le « keynésisme de gauche »...

◆ Dans son article, Denis Clerc démonte la logique interne qui préside au « plan de soutien » de Giscard. C'est en réalité la vieille recette keynésienne appliquée par Roosevelt en 1936 et par les gouvernements occidentaux en 1945, qui est utilisée. Keynésisme « de droite » ici, car il privilégie à 90% les entreprises capitalistes, et la « relance par l'investissement ».

Il existe aussi un keynésisme « de gauche » : celui-ci prétend résoudre la crise économique capitaliste en développant la consommation populaire. La crise capitaliste de type classique serait donc un accident de parcours ; le hiatus entre production capitaliste et consommation ouvrière pourrait être levé par des gouvernements « de gauche », faisant pression pour des relèvements de salaires et prenant des mesures pour l'élévation du pouvoir d'achat. Ainsi serait rétabli l'équilibre entre production et consommation, le plein emploi assuré, et un nouveau développement des forces productives permettrait la satisfaction (en hausse) de la consommation des masses populaires.

Erreur, répondent les keynésiens de droite : cette conception aboutit à développer un pouvoir d'achat sans contrepartie au niveau des richesses produites, elle est donc porteuse d'inflation ! Pas du tout, disent les keynésiens de gauche : votre conception, qui privilégie l'investissement, favorise d'abord les profits capitalistes, et laisse les miettes à la classe ouvrière.

Les keynésiens de gauche ont raison : Mitterrand et Marchais, à la tribune de l'Assemblée nationale, ont eu beau jeu de montrer que le plan de soutien... était un plan favorisant la concentration capitaliste et les secteurs de pointe, et qu'il ne résoudrait pas la question du chômage.

Mais le « contre-plan » proposé par François Mitterrand ne résoud rien non plus. Une politique de développement de la consommation populaire suppose d'abord que l'on s'attaque aux racines du mal : le mode de production capitaliste. Le « contre-plan » n'est pas alternatif au système ; il se situe en son sein, il admet les fonctions et le fonctionnement de l'économie capitaliste, il ne remet pas en cause les rapports de production et les rapports sociaux.

On pourrait peut-être dire, à la décharge de Mitterrand et Marchais, que leurs propositions ont une vertu d'exemple et de démonstration « théorique », pour inciter les masses populaires à se mobiliser, pour arracher dans leurs luttes la plus-value par elles produites. Mais la stratégie du PCF et du PS ne va pas dans ce sens. Ils se comportent comme si la crise actuelle était du même type que les crises cycliques antérieures à celle 1929.

Le PSU, à son congrès d'Amiens, a caractérisé la crise actuelle comme une crise structurelle, profonde, une crise du mode de production et d'accumulation. C'est une crise de la valeur (valeur d'échange). Elle constitue un des aspects de la crise générale de civilisation qui secoue tous les pays industrialisés, et qui pousse à la lutte pour leur émancipation les masses des pays sous-développés.

A ne pas vouloir prendre en compte la nature de cette crise, les stratèges de l'union de la gauche raisonnent à courte vue, et donnent du répit au pouvoir giscardien. On pourrait même dire, en poussant le raisonnement à l'extrême, que le « keynésisme de gauche » et le « keynésisme de droite » se donnent la main pour permettre à la machine économique capitaliste de continuer ses ratés.

Jean VERGER ■

pouvoir / police :



Ponia-la-poisse

◆ La police dans la rue ! Plus de police dans la rue. En quelques jours, Ponia a évité un grand péril. En échange d'une série de promesses sur les salaires, les effectifs, l'utilisation des forces de police dans les actions de répression, la Fédération autonome des syndicats de policiers, de loin la plus représentative, a renoncé à son projet de faire du vendredi 19 septembre une grande journée nationale d'action de la police.

Il n'empêche : le climat n'est pas bon, et le prince a du plomb dans la particule. Côté politique, il connaissait déjà une petite disgrâce : ses initiatives tonitrueuses en direction des communistes, de l'Union soviétique, de l'UDR n'avaient pas plu à tout le monde au gouvernement. Giscard ne se laissait plus « conseiller » aussi aisément que par le passé, et voyait d'un mauvais œil les coups de gueule d'un Ponia occupé à contracter la vie politique, quand lui parlait de la « décriper ». Bref Chirac a réussi à s'imposer, l'UDR est sauvée, et Ponia a dû s'habituer à camper sur les plaines de l'intérieur.

Un ministère où il ne s'ennuie pas, au demeurant, depuis quelques mois. Coups de poing, « bavures » en tous genres, guéguerre entre services rivaux... et, pour finir, une lente dégradation du climat dans les corps de

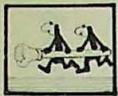


police, avec en perspective la première manifestation de policiers depuis 1958. Parti avec un gros capital de confiance, le successeur de Marcellin est donc devenu celui que le **Nouvel Observateur**, pour une fois bien inspiré, appelle « le dernier flic de France ».

Voilà donc le « front policier » en train de se dissoudre. Rien ne va plus : les syndicats parlent des « erreurs de commandement », de l'« absence de politique policière de Ponia » ; Gérard Monate, le patron de la Fédération autonome, lance : « **Le ministre n'a pas à régler ses comptes avec le PC sur notre dos** »... Bref c'est la rancœur et la grogne, que n'ont pas suffi à apaiser les cérémonies apaisantes comme les obsèques pompeuses des officiers morts en service, ou les séances de décoration des tireurs d'élite. La crise, c'est aussi pour les policiers.

Là-dessus s'ouvre, vendredi justement, au tribunal correctionnel de Versailles, le procès du policier qui a descendu Mohamed Diab froidement, dans un commissariat. Ponia lui a évité la cour d'assises. Mais ça ne fera quand même pas très beau dans le tableau.

Ph. M. ■



une rentrée de classe



La rentrée scolaire, après la réouverture des usines, marque la vraie fin des vacances. Pour ceux qui travaillent, mais pas pour les chômeurs...

Déjà l'inquiétude gagne de nouveaux foyers. A peine rentrés, les travailleurs voient fleurir les nouveaux plans de licenciements chez Boussac, Idéal Standard, Poclair, etc... Même le battage fait autour du plan de relance ne dissimule pas que le passage de l'hiver sera très difficile.

Les dures batailles menées par les ouvriers pour la préservation de leur emploi, au Parisien Libéré, à Grandin, Triton, Chaix, etc. s'éternisent. Gouvernement et patronat ne dissimulent plus leur hargne. La menace de suppression des allocations ASSEDIC aux travailleurs de ces dernières usines, sous le fallacieux prétexte qu'ils « n'auraient pas fait les efforts suffisants dans leur recherche d'un nouvel emploi », relève de la provocation.

Eh bien ! Non, les travailleurs ne se laisseront pas baillonner. Déjà, le 10 juillet avait fait la démonstration devant tout le pays que des centaines de milliers d'entre eux ne se résignaient pas. Ce jour-là, bien des militants eurent le sentiment que ce rassemblement de la Tour Eiffel ne pouvait constituer ni un baroud d'honneur, ni un alibi pour les organisateurs (la CGT et la CFDT).

Au contraire, et malgré son caractère tardif, il appelait des lendemains et pouvait devenir le tremplin de la coordination et de la généralisation des luttes, de l'unification et de la globalisation des revendications.

Tous les travailleurs engagés dans les luttes difficiles pour la préservation de l'emploi connaissent leur caractère rebutant lorsqu'il s'agit de trouver une « solution industrielle » ou un patron disponible. Bien souvent la solution — quand il en survient une — laisse sur le sable une partie du personnel.

Découragement, division, isolement ont des effets particulièrement nocifs pour le développement des luttes. Des rassemblements ponctuels ont un effet revigorant, mais ils ne peuvent suffire à armer les travailleurs confrontés à tous les obstacles et manœuvres des

LA LETTRE DE CHARLES PIAGET :



« Avec le développement et l'aggravation de la crise capitaliste, nous sommes entrés dans une phase où les luttes sociales prennent une importance croissante. Face au durcissement du patronat et du pouvoir, on

constate une résolution grandissante chez les Travailleurs. En particulier, les luttes pour le maintien et la garantie de l'emploi sont sans cesse plus nombreuses et prennent des formes de plus en plus élaborées : occupation des lieux de travail, po-



Charles Piaget, à un meeting à la Mutualité en septembre 1973, quelques semaines après le début de l'occupation de Lip.

organisations de collaboration de classes (CFT - CGC - CFTC et même FO).

Il doit être possible de faire échec aux tentatives d'enlèvement des conflits et d'unifier les travailleurs. Ce fut le sens du combat des LIP il y a déjà plus de deux ans. C'est aussi le sens qu'il convient de donner à la proposition contenue dans la lettre de Charles Piaget, militant PSU de chez LIP, d'organiser une rencontre de travail et d'élaboration des travailleurs ou militants appartenant à diverses formations syndicales et politiques concernées.

Cette conférence ne se limite pas à ceux qui ont lutté et obtenu certains succès. Elle s'adresse également à ceux qui ont lutté mais ont échoué et veulent savoir pourquoi. Elle concerne aussi ceux qui se sentent menacés dans leur emploi et veulent se préparer à l'action nécessaire.

Cette réflexion n'est pas seulement œuvre d'économiste et ce n'est faire injure à personne que de vouloir la décentraliser le plus largement possible. La mise en garde exprimée dans « Nouvelles CFDT » du 5 septembre 1975 — que nous publions ci-contre avec la réponse de Michel Mousel qu'elle appelait — ne nous paraît donc pas fondée.

Les premières réponses favorables montrent que cette initiative vient à son heure, correspond à un besoin réel, et s'inscrit parfaitement dans la bataille contre le chômage, dont le rassemblement syndical CGT-CFDT du 4 octobre ou l'appel à la constitution de comités de jeunes chômeurs émanant des Jeunesses communistes marqueront des points forts.

Elles montrent que cette initiative vient à son heure, correspond à un besoin réel, et s'inscrit parfaitement dans la bataille contre le chômage, dont le rassemblement syndical CGT-CFDT du 4 octobre ou l'appel à la constitution de comités de jeunes chômeurs émanant des Jeunesses communistes marqueront des points forts.

La démarche de Charles Piaget, soutenue par l'ensemble du PSU, s'inscrit donc parfaitement dans une stratégie autogestionnaire qu'à notre connaissance la CFDT n'a pas désavouée.

pularisation, organisation de la solidarité, contrôle de l'outil de travail avec parfois reprise partielle de la production pour assurer le succès de la lutte.

En même temps les travailleurs, et particulièrement les militants, ressentent une double difficulté ;

1) le manque d'informations régulières et précises sur ces luttes qui sont souvent de longue durée ;

2) le manque de coordination entre elles, qui permettrait de mieux utiliser l'expérience acquise et de devenir plus efficaces.

Si nous voulons surmonter ces obstacles, cela exige (entre autre) des rencontres de travail entre les militants engagés dans ces conflits, qu'ils soient syndicalistes de telle ou telle centrale, adhérents politiques de tel ou tel parti de gauche. Ils ont en commun une même richesse : la confrontation de leurs idées avec la réalité, la participation active à une expérience concrète de lutte.

Cette mise en commun des expériences est indispensable si nous voulons coordonner nos efforts pour une plus grande efficacité, et si nous voulons que les enseignements de ces luttes puissent devenir un acquis pour tout le mouvement ouvrier. Notre expérience à LIP, et celle de bien d'autres, montre l'utilité de ce type de rencontres : permettre les confrontations, les échanges, les débats entre militants qui, dans le cadre d'organisations syndicales et politiques différentes, mènent le même combat fondamental pour que les Travailleurs, collectivement, maintiennent leurs conditions de travail et de vie.

Dans cette perspective, les militants du PSU m'ont demandé de vous faire la proposition suivante : préparer pour la rentrée (fin septembre) une rencontre de travail (2-3 jours) entre les camarades qui ont participé récemment ou prennent part actuellement à des luttes pour la garantie d'emploi, et qui expérimentent des formes « nouvelles » d'action (pratiques collectives et démocratie ouvrière, popularisation-soutien, production-vente, etc.).

Cela représente plusieurs dizaines de conflits au déroulement et aux résultats très divers. S'y sont trouvés directement engagés des militants CGT et CFDT adhérent parfois à diverses organisations politiques de gauche.

L'intérêt d'une telle rencontre tient justement à la diversité des engagements et à la convergence des pratiques de lutte. Ce serait l'occasion de faire le point sur des questions comme celles-ci :

- comment être offensif sur les problèmes d'emploi ;
- les nouvelles formes de lutte : intérêt et limites ;
- la pratique de la démocratie dans la lutte (et après...) ;
- les tactiques du pouvoir dans ce type de conflits ;
- les besoins des travailleurs en éléments « techniques-matériels », en éléments de « réflexion-information » ;
- la solidarité et le soutien : comment ? avec qui ?, etc...

La réussite d'une telle rencontre de travail suppose plusieurs conditions remplies : la participation de camarades engagés dans de nombreuses luttes, la présence de délégations représentatives des travailleurs concernés ; la diversité des engagements syndicaux et politiques ; la préparation collective de la rencontre sur chaque lieu de lutte ; une durée et une organisation des travaux qui laissent une large place aux échanges et aux discussions.

Cela demande donc un effort important ; mais c'est à ce prix que l'expérience actuellement dispersée et fragmentaire pourra devenir un acquis pour l'ensemble du mouvement ouvrier.

Cette lettre constitue un appel. En fonction des réponses, il sera possible d'engager plus avant le processus, et notamment de constituer un comité de préparation. Nous attendons des réponses sur le principe (oui ou non) d'une telle rencontre, mais aussi et surtout des suggestions, critiques et propositions.

Charles PIAGET ■



Une manifestation des employées de l'usine de chaussures de Fougères contre les menaces de licenciements.

la position de la CFDT : une initiative peu claire

Les responsables régionaux nous ont informé qu'une lettre de Charles Piaget circulait auprès de certains militants. Dans cette lettre Charles Piaget fait la proposition au nom de militants PSU, de préparer pour la rentrée une rencontre (fin septembre, deux ou trois jours) de camarades qui ont participé et expérimenté des formes « nouvelles » d'action : occupation, vente...

Après avoir pris contact avec le PSU, celui-ci nous informe que, bien que par-

tisan de ce type de rencontres, il n'en est pas l'organisateur.

Nous considérons qu'un parti politique peut organiser de telles réunions, mais nous nous étonnons qu'un militant s'appuie sur une lutte collective menée dans les dernières années pour prendre une initiative qui manque pour le moins de clarté.

(Extrait de NOUVELLES CFDT
N° 3 275 du 5 septembre 1975) ■

la réponse du PSU : une initiative politique

Cher camarade, de nombreux militants de notre parti ont attiré notre attention sur la note parue dans les **Nouvelles CFDT** du 5 septembre 1975, au sujet de la lettre de Charles PIAGET proposant une rencontre de militants d'entreprises ayant expérimenté de nouvelles formes de lutte.

Le Bureau National tient à te faire savoir que le contenu de cette note nous paraît très regrettable, notamment en ce qu'elle ne rend pas compte avec exactitude de la conversation que nous avons eue au téléphone.

1) Je t'ai indiqué qu'il ne s'agissait pas d'une initiative personnelle de Charles Piaget, mais collective avec sur le moment, une hésitation sur la nature exacte du groupe organisateur : la section PSU de Besançon ou la cellule PSU de LIP. Il était entendu que ton information serait complétée sur ce point, ce que nous avons cherché à faire en te rappelant, vainement,

au téléphone (la réponse est : la section de Besançon).

2) Je t'ai précisé que cette initiative correspondait à un souhait exprimé publiquement à plusieurs reprises par la direction politique nationale du PSU, et qu'elle avait son appui. Pas plus qu'elle n'est personnelle, elle n'a donc un caractère « parasyndical ». Il s'agit d'une confrontation et d'une réflexion sur les implications des luttes qui appellent plus nettement un changement de société, et donc notamment à leurs prolongements politiques. Cela devrait se faire à notre avis sans aucune forme d'exclusive — résultat qui nous semble dès maintenant garanti par les réponses recueillies par nos camarades de Besançon.

Le Bureau National souhaite que cette mise au point soit publiée prochainement dans **Nouvelles CFDT**.

Fraternellement,
Michel MOUSEL - Secrétaire National
du PSU ■

● Merand-Gomez :

Les complicités de l'hôpital

Merand-Gomez ; une entreprise de boissons en gros, une centaine d'employés, des conditions de vie déplorables. Une cave sert de vestiaire pour les hommes et les femmes et de réfectoire, les 2 chaînes de triage de bouteilles sont dehors, sans abri par tous les temps, les heures supplémentaires ne sont pas payées ; pas de classifications ; un comité d'entreprise illégalement nommé ; des mises à pied fréquentes ; des emplois indéfinis, ce qui fait que des chauffeurs... vont parfois travailler à la villa que le patron se fait construire à Chamalières.

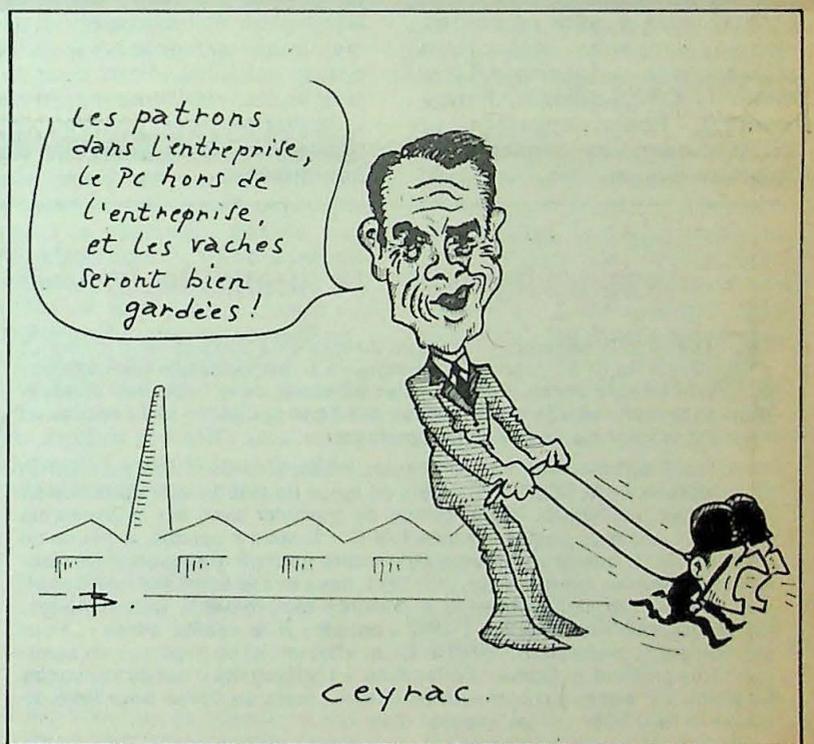
En juin, les travailleurs montent une section syndicale CFDT. Gomez et son épouse dès les élections de délégués du personnel, repoussent toute réunion et partent en vacances se reposer aux sources franquistes. A leur retour, les revendications étant toujours là, ils refusent tout en bloc... mais montent leur petit syndicat maison avec des revendications bidons... elles, toutes satisfaites, mais n'apportant rien aux travailleurs.

Ceux-ci décident alors la grève, et devant le refus de la direction de discuter, bloquent les entrées aux camions.

Qu'à cela ne tienne, quelques heures plus tard, Gomez rameute un certain nombre de personnes, et quelques dépositaires étrangers à l'entreprise. Avec ce monde il fonce dans le piquet de grève à coup de poings, de pieds, de bouteilles. La police présente à quelques mètres n'intervient pas. Les grévistes, eux, décident de ne pas répondre.

Deux délégués se retrouvent à l'hôpital. Est-il exact, comme ils le prétendent que très vite, le médecin de service, ayant appris qui ils étaient, ait voulu les virer à tout prix pour que le patron ne puisse faire l'objet de poursuite judiciaire ?

Est-il exact qu'on les a obligés à partir le sixième jour avec des certificats incomplets ? : on en fit refaire un trois fois... pour qu'il décrive au moins ce qui se voyait (points de suture, bridge cassé, etc.). Est-il exact qu'on ait diminué ensuite la durée de l'arrêt de travail qui avait été prescrite auparavant ? Est-il exact que l'on ait donné, deux jours à l'avance et par certificat, les résultats d'examen faits par la suite. L'inspection du travail alertée a promis de faire une enquête : quatre semaines après, rien n'est encore venu.



● jura :

La fragneuse vit !

Depuis bientôt un an, un fermier qui exploite 40 ha est menacé d'expulsion par son propriétaire qui avait loué une partie de ces terres à un gros paysan. Contre le droit divin de propriété qui permet de mettre au chômage des fermiers, le syndicalisme agricole a organisé des actions pour maintenir les Jacquot sur leur exploitation. Conscients que seule l'action paierait plutôt que de faire confiance aux seuls notables des organismes officiels, les agriculteurs ont organisé une série de manifestations (pique-nique sur le terrain, labour et semailles collectives, foin...) qui, à chaque fois, marquaient leur détermination à défendre le droit au travail. Après les actions pour la défense de l'emploi menées en Loire-Atlantique, au Plessé et à Mesanger, le combat continue. Ce dimanche 21 septembre, la FDSEA LE CDJA, la JAC et les Paysans travailleurs organisent une fête sur le terrain de La Fragneuse.

de notre
correspondant
Martin TOUAN

CORSE : L'IRLANDE DE



La marche sur Ajaccio le 14 septembre 1975

⊙ Ajaccio — Après l'opération « Isola morta », le rassemblement et le meeting d'Ajaccio, la marche de dimanche a marqué une nouvelle étape dans la lutte du peuple corse contre le pouvoir central.

Cette marche sous le soleil ressemblait plus à une grande fête qu'à une manifestation. On était venu pour se voir, se parler, échanger des informations et aussi peut-être se compter. Certains manifestants avaient fait plus de deux cents kilomètres pour assister à cette rencontre. Partout, pancartes, inscriptions proclamaient : « **Liberta dei Patrioti** » - « **CRS, Legione : Fora** » (dehors), « **Ponia, démission...** ». On discutait; on chantait « U Culumbu ».

Pour la première fois chaque organisation parlait en son propre nom. Max Simeoni, l'ancien dirigeant de l'ARC, devant une foule de sympathisants fit comme à son habitude un discours vigoureux, mêlant savamment les menaces verbales (« **Si on nous y force, nous tire-rons...** ») et les appels au calme. Expliquant, une fois de plus, que le seul responsable des incidents d'Aléria était le ministre de l'Intérieur (pour l'ARC, Giscard d'Estaing n'est pas responsable des erreurs de Poniatowski), il demanda aux militants présents de porter tous leurs efforts pour obtenir le plus rapidement possible la libération des « patriotes emprisonnés » et la cessation des poursuites.

Les interventions de la C.F.D.T., du PSU corse et du PPCA (Parti du peuple corse pour l'autonomie) furent beaucoup plus incisives. La CFDT et le PSU corse dénoncèrent tour à tour « **ce pouvoir qui veut faire de la Corse le pays du profit pour le grand capital** » et « **un système social qui profite au grand patronat, aux hommes d'affaires, aux spéculateurs, aux gros colons, aux escrocs et aux élus de la fraude** ».

une radicalisation

De même Jacques-Antoine Martini, au nom du PPCA, estima qu'il était temps aujourd'hui de franchir une nouvelle étape et lança un appel pour la création d'un front national corse. Ainsi, chacun put apprécier l'existence de divergences de vues entre l'ARC et les autres autonomistes.

Pour l'ARC, il s'agit de raccommoder les dégâts d'Aléria : les dirigeants du mouvement sont en effet très conscients des dangers de la situation actuelle. Tant que l'organisation existait, l'ARC pouvait impulser des actions et tenir en mains ses militants qui pour la plupart n'étaient animés que par un fort sentiment nationaliste. « **Mais, depuis Aléria, note un étudiant, une certaine radicalisation s'est produite. A cette occasion, le pouvoir a dévoilé son vrai visage. Pour de nombreux militants, les jeunes surtout, le coup de force de Poniatowski a été un véritable révélateur politique** » — « **Somme toute, explique un autre étudiant, la situation actuelle n'est que la conséquence logique des actions menées par l'ARC ces dernières années. En dénonçant les scandales financiers, l'accaparement des terres par les gros colons, la main mise des promoteurs sur l'île, l'ARC a provoqué, peut-être involontairement, une prise de conscience de ses militants sur la nature du système français** ».

Mais la gauche révolutionnaire n'a pas compris ou n'a pas su exploiter ce phénomène nouveau.

En fait il semble qu'elle fasse un complexe vis-à-vis de l'ARC qui, depuis sept ans, a su occuper le terrain d'une façon remarquable, jouant sur les sentiments de frustration du peuple et collant à ses besoins. « **L'ARC, note un ancien militant de gauche du mouvement, était seule capable à cette époque de réveiller le peuple corse. Elle a su le faire. Maintenant, c'est à nous de prendre le relais car aujourd'hui les choses ont changé et il est possible de contester son absence d'orientation politique. Aléria a prouvé que les gens étaient mûrs, il nous faut combler aujourd'hui ce vide** ».

Pour l'instant de nombreux militants de l'ex-ARC et d'autres, inorganisés, faute de trouver à gauche un projet politique ou une structure d'accueil suffisamment attirante, se sont investis dans les comités de soutien contrôlés par l'ex-ARC. De la même façon, l'ex-ARC contrôle aujourd'hui le Comité antirépression.

Néanmoins ces organisations ne sont pas homogènes. De nombreux petits exploitants de la plaine orientale influencés par de jeunes militants radicalisés de l'ex-ARC ne désirent pas en rester là.

Face à ces deux blocs, la gauche traditionnelle et autonomiste ne présente pas, loin de là, un front uni. Les radicaux de gauche

La CFDT :

autogestionnaire et autonomiste

⊠ Le 14 et 15 décembre 1974, lors du troisième congrès qui s'est tenu à Corte, la CFDT prenait en compte « **La revendication autonomiste du peuple corse comme levier puissant de la lutte des classes, dans la mesure où elle s'inscrit dans une ligne socialiste et de remise en cause des intérêts de la classe dominante** ».

Cette orientation qui avait fait l'objet de discussions à la base pendant un an allait faire de la CFDT un des fers de lance de la lutte anticapitaliste en Corse. Car très vite la CFDT décida de travailler avec les mouvements autonomistes et en particulier avec l'ARC. « **Il nous a semblé, explique un militant CFDT, que la voie autogestionnaire pouvait quelquefois rencontrer la démarche autonomiste. Dès 1971, nous avons senti que l'ARC avait de l'avenir. Car contrairement à d'autres mouvements autonomistes, gauchistes ou ouvriéristes, l'ARC « collait » à la réalité corse** ». Pour sensibiliser la population, l'ARC avait en effet choisi de jouer sur un sentiment très profond en Corse : l'affectivité. « **L'affectivité c'est du vent nous disait-on à l'époque, raconte un cédétiste, mais en Corse pour faire du solide, il faut bâtir sur un coussin d'air** ».

L'ARC exploita très habilement les sentiments de frustration et d'humiliation du peuple corse et fit lentement émerger une conscience nationale. L'ARC qui touchait beaucoup de travailleurs en vint donc tout naturellement à rencontrer la CFDT.

Cet échange d'idées mais aussi de militants porta vite ses fruits. Sous l'influence d'une base syndiquée et formée politiquement, les dirigeants de l'ARC introduisirent petit à petit des thèmes nouveaux.

« **Bien sûr, note la CFDT, l'ARC ne raisonne pas en terme de lutte des classes, mais son vocabulaire a néanmoins considérablement évolué. On n'attaque plus seulement l'Etat central mais aussi le capitalisme. Conjointement l'ARC invite les Corses à ne pas tomber dans les pièges du racisme à l'égard des travailleurs immigrés, et adopte une vision « tiers mondiste » des phénomènes économiques mondiaux. Enfin l'ARC préconise maintenant la mise en place des structures communales et parle même, en plein congrès de Corte (17 août 75) d'autogestion** ».

La CGT de son côté a toujours combattu l'orientation de la CFDT. Mais aujourd'hui, alors que les militants cégétistes quittent un à un leur syndicat, de nombreux travailleurs rejoignent la CFDT qui est devenue en quatre ans un des centres de réflexion et d'action en Corse.

s'insérer da

⊠ Les événements d'Aléria et de Bastia semblent confirmer la justesse de notre analyse du problème corse et de la ligne stratégique exposée dans le texte du PSU corse intitulé « **La question nationale corse** » (1).

L'action du PSU depuis Aléria

Le 22 août, jour de l'attaque de la cave viticole par les forces de l'ordre, un millier de patriotes corses (salariés, petits propriétaires, étudiants) se trouvait à proximité face à face avec les CRS. Le PSU était présent sur le terrain.

Le 26 août se réunissait le comité antirépression de la Corse regroupant quelques vingt organisations. Le PSU corse était évidemment présent pour la mise sur pied de ce cartel antirépressif, seul capable de mobiliser l'ensemble du peuple corse.

Et devant cette extraordinaire effervescence populaire interprétée par beaucoup comme « un processus révolutionnaire », le PSU corse se posa deux questions essentielles :

1) comment orienter la lutte actuelle vers la contestation globale du système capitaliste, ou si l'on préfère, vers la révolution sociale ?

2) faut-il essayer de faire éclater les

LA MEDITERRANEE ?

et une partie des socialistes qui sont rentrés dans le CAR sur la pointe des pieds, à la condition qu'il ne parle que de répression semblent de nouveau happés par le double « aspirateur » que sont leurs élus (le clan de Gacobbì, radical de gauche) et le PC.

Face à la timidité des forces traditionnelles de gauche, les autonomistes cherchent les moyens de clarifier la situation. Le PSU corse se bat déjà depuis plusieurs mois pour la création d'un front uni des organisations de gauche, qui poserait les problèmes en termes politiques. Mais les divergences entre ces mouvements semblent, du moins pour l'instant, insurmontables. Car, si tout le monde est d'accord sur le principe, personne ne désire prendre l'initiative.

la gauche divisée

Le PS, qui refuse toute concertation avec « les dix militants gauchistes qui constituent le PPCA », ne veut pas se couper de l'ARC. Le PPCA, dont la stratégie politique est des plus floue, n'a pas abandonné son vieux rêve de récupérer un jour la masse des militants de l'ARC. « Cette situation est d'autant plus grave, estime Antoine Murati, secrétaire fédéral du PSU corse, que les organisations socialistes et autonomistes qui ne représentent



qu'une poignée de militants, paralysent d'une certaine façon toute évolution du mouvement vers la gauche ».

Pour pallier cette absence de structures d'action, le PSU corse, soutenu dans cette initiative par la CFDT, a mis sur pied récemment un groupe autogestionnaire qui s'est donné pour tâche de clarifier certaines notions comme l'autonomie et voudrait, selon un de ses membres, « instaurer un véritable débat constructif entre les militants de gauche ». « Mais le PSU, ajoute Antoine Murati, continuera à militer au sein du CAR, car ce dernier représente à l'heure actuelle la seule force capable de mobiliser le peuple corse ».

Les mouvements de gauche risquent cependant de garder une attitude suiviste vis-à-vis de l'ARC. « En fait, ajoute un ancien adhérent du PPCA, la gauche révolutionnaire à l'heure actuelle fait une double erreur : d'un côté elle surestime l'influence de l'ARC sur le peuple corse, d'autre part elle sous-estime la capacité de la tendance petite-bourgeoise de cette dernière à récupérer la lutte actuelle à son profit ».

La plupart des militants se refusent à considérer ces deux hypothèses. Pour eux l'ARC, tôt ou tard, dénoncera le système capitaliste. « Il ne faut pas oublier, note un militant CFDT, que la plate-forme du comité antirépression va beaucoup plus loin que ne le pensent certains. Le CAR s'est donné, entre autres, pour objectif « la maîtrise par le peuple de son propre destin ». D'autre part le gouvernement ne semble pas décidé encore à libérer Edmond Simeoni et ses camarades. La bataille sera donc longue et l'ARC sera obligée dans l'avenir de prendre des positions plus tranchées. »

les archers de Ponte-Novou

Il est vrai que le pouvoir n'est pas dans une passe facile. Dans l'impossibilité, pour l'instant du moins, de remettre en liberté les patriotes corses emprisonnés, le pouvoir voit toutes ses initiatives de conciliation rejetées par les Corses. Seuls les élus ont accueilli les propositions de Giscard avec soulagement. Ils s'y accrochent aujourd'hui comme à une bouée de sauvetage, espérant par là-même reprendre un peu l'initiative.

Le gouvernement ne dédaigne pas non plus l'emploi de la vieille tactique de la carotte et du bâton. Le préfet Riolacci (« Corse ou pas Corse, c'est un gouver-

neur », criaient dimanche les manifestants) tente par tous les moyens de discréditer les autonomistes en les traitant de voyous, de séparatistes ou encore — suprême injure — d'irréductibles. Mais personne n'est dupe et ne se fait d'illusions : la population ne croit plus du tout aux promesses. Un peu blasée, elle ne semble plus rien attendre ni du pouvoir, ni des élus corses qui ont pourtant demandé lundi au préfet l'institution d'un véritable pouvoir régional. « Ils ne risquent rien, ironise-t-on à la terrasse des cafés. Ils le savent : les mots ne nagent pas, leurs paroles n'atteindront même pas le vieux port ».

Face à cette situation et aux faiblesses de la gauche, de nombreux jeunes, la plupart au chômage, obligés de s'exiler, sont impatients d'en découdre et de montrer au pouvoir « que tous les archers de Ponte Novou ne sont pas morts » (1) A coup sûr, la soirée de dimanche dernier n'est pas la dernière. Les banques, symboles du capital qui a envahi l'île, subiront encore les assauts de ces jeunes Corses qui se sentent aujourd'hui en légitime défense. La Corse peut devenir très vite l'Irlande de la Méditerranée. Mais ce jour-là, personne ne sera plus maître de la situation...

M.T. ■

(1) Le 8 mai 1769, les 12 000 Corses de Pascal Paoli ont été battus à Ponte Novou par 30 000 soldats de Louis XV.

Rendez à César...

Dans le dernier TS, une coquille a fait dire à Martin Touan que le PS d'Ajaccio venait « d'organiser une réunion qui était ouverte à tous les militants révolutionnaires se réclamant de l'autogestion ». C'était « le PSU... » qu'il fallait lire. Nos lecteurs, qui savent de quoi il retourne, auront rectifié d'eux-mêmes...

texte de la fédération PSU corse

l'unité de la lutte nationale populaire

contradictions entre les couches du peuple corse uni dans la révolte ?

Deux attitudes étaient possibles :

— ou bien accélérer le processus révolutionnaire, stimuler la mobilisation des forces populaires pour les faire déboucher vers des épreuves de force violentes. Cette attitude fut vite abandonnée car jugée trop aventureuse étant donné l'inexistence d'un parti révolutionnaire capable de prendre en charge la révolte et de lui donner un contenu politique cohérent.

— ou bien s'insérer et œuvrer dans l'unité de la lutte nationale populaire en cours... car cette action de masse menée par l'ensemble du peuple corse lui permet de découvrir correctement les contradictions du système.

Cette deuxième attitude, la seule réaliste aujourd'hui, fut adoptée et mise en pratique par le PSU corse agissant au sein du comité antirépression.

Vers la révolution sociale

Dans ce comité qui a une grande audience dans le peuple corse se retrouvent les deux courants autonomistes : celui dynamisé par l'ARC et celui des organisations socialistes. De plus, l'absence des organisations de la majorité présidentielle fait que le CAR de la Corse devient de plus en plus un puissant organisme dirigé contre le pouvoir bourgeois central.

Il convient de signaler que les deux courants autonomistes œuvrent ensemble et font bon ménage. Ce phénomène apparaît comme positif et permet de supposer que l'évolution de la lutte nationale populaire se fera dans le bon sens.

La lutte nationale populaire oppose le peuple corse au pouvoir central soutenu par les partis de la majorité présidentielle et la bourgeoisie locale. Ce combat est livré dans tous les domaines du colonialisme (politique, économique, culturel, électoral, écologique...), domaines assez vastes pour entraîner la remise en question du système...

Certes le problème de l'exploitation de l'homme par l'homme n'est pas ouvertement mis en avant, mais il s'inscrit en filigrane dans la lutte par la présence des salariés.

Si l'on considère les acquis actuels de la lutte nationale populaire (affaiblissement de l'Etat bourgeois et de son centralisme autoritaire, mise en évidence du développement économique, capitaliste, mise en lumière des scandales, affaiblissement du système électoral classique...), on doit accepter une réalité : la potentialité révolutionnaire de la lutte nationale populaire, réalité que les forces socialistes auraient tort de ne pas utiliser dans leur stratégie.

(1) Pour se procurer le texte « Le PSU corse et la question nationale », écrire à Antoine Murati, 46 bis, boulevard Lucien Bonaparte - Ajaccio 20 000.

y a plus de patron ?

Au dessus de la grille fermée flottent deux drapeaux rouges frappés du sigle CFDT. La CIP de Haisnes-lez-la-Bassée est occupée par deux cents travailleurs. L'accès à la cour de l'usine est fermée par deux camions : mesure de sécurité. On se faufile entre le volant et le siège avant. La CIP (Confection industrielle du Pas-de-Calais) ex-Bailleul, se compose de quatre ateliers : Haisnes (380 travailleuses), Houdain, Noeux et Hazebrouck (100 chacun). Elles fabriquaient des chemises, des pyjamas, des sous-pulls. Le travail se faisait à la chaîne sur convoyeur mécanique. Un article toutes les 19 secondes ; 1400 par jour. En continuant à produire, les « CIP » veulent prouver que l'entreprise est viable. C'est leur troisième occupation en deux ans.

En décembre 1973, la société Bailleul avait dû déposer son bilan à la suite d'une gestion désastreuse des anciens propriétaires. La lutte des ouvrières pour sauvegarder leur emploi et la continuation de la production sous le contrôle du tribunal de commerce permettaient la création d'une nouvelle société qui ré-employait tout le

nace de fermeture, les travailleuses de Haisne refusent ce coup de force et occupent.

Elles obtiennent, début juin, que Furnon signe un protocole d'accord qui prévoit la répartition du chômage sur l'ensemble du personnel des usines, la nomination d'un expert judiciaire chargé d'étudier la viabilité de l'entre-

Le 18 juillet (jour de chômage dans l'usine d'Haisne), une camionnette de Sartel se présente pour récupérer du fil, un camion se présente à 9 h 30 pour reprendre les triplures, un autre veut des étagères : le plan de pillage est au point ! Le point final prévu : la reprise des machines par les sociétés de leasing (location) qui n'ont pas été payées. Ainsi M. Furnon aurait réglé ses dernières dettes, récupéré un réseau commercial et laissé 700 travailleuses sur le carreau, soin à l'Assedic de les payer.

une autre organisation du travail

Mais ce 18 juillet au matin le vent tourne. Quelques déléguées CFDT présentes dans l'entreprise

commission organisation qui contrôle la fabrication envisage de nouvelles formes de travail : au lieu de faire toujours le même geste, les CIP pourraient fabriquer un article de bout en bout. Au lieu de faire des chemises et des pyjamas, elles pourraient fabriquer autre chose. Les équipes d'ouvrières seraient organisées de façon nouvelle. Cela changerait de cette longue enfilade de machines à coudre alignées le long du rouleau convoyeur.

A CIP on fabrique, on change le travail, mais comment tenir ?

« On ne vend pas nous a dit une déléguée CFDT. Nous sommes épiées et nous ne voulons pas donner à la bourgeoisie des raisons de liquider l'entreprise. Nous voulons montrer que nous avons droit à nos salaires de juillet et août et aux deux mois de préavis. Avant d'envisager la vente de ce que nous avons produit, nous réclamons notre dû !

Une lutte « légale »

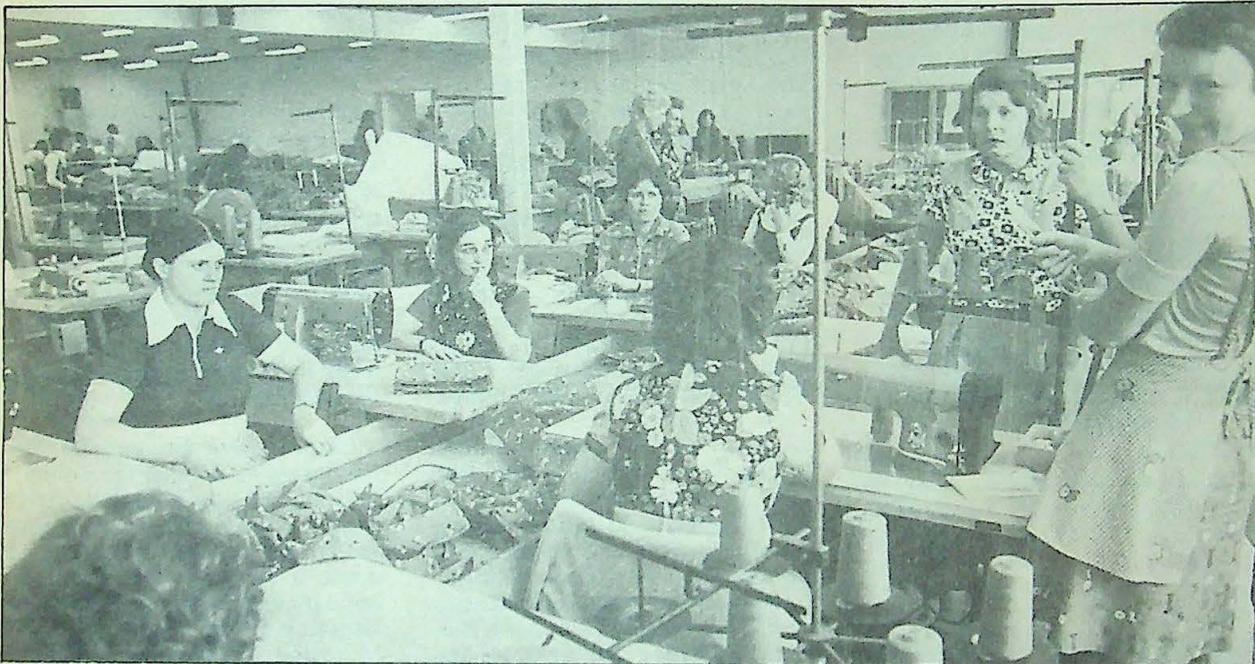
Les ouvrières de la CIP veulent rester dans la légalité. Réunies chaque jour en assemblée générale, presque toutes syndiquées à la CFDT, elles organisent elles-mêmes leur lutte. En plus des visites d'élus socialistes et communistes dans l'usine dont la presse rend compte, elles envoient des équipes distribuer des tracts sur les marchés, vendre des macarons « CIP vivra ! ».

Le problème financier pourtant est grand. Elles espèrent du syndicat une avance sur les indemnités. Elles ne vivent qu'avec les 150 F donnés par les municipalités (plus 75 par enfant), et les collectes. Elles ne se payent pas puisqu'elles ne vendent pas leur production.

Dans cette région le salaire féminin n'est pas un salaire d'appoint. Venues des 30 communes avoisinantes, les ouvrières d'Haisne ont souvent leur mari chômeur ou au service militaire. La lutte risque donc de durer car aucune solution n'est en vue. L'appui des municipalités socialistes joue ici un grand rôle. Leur intervention contre la décision d'expulsion par la police pèse lourd. Mais cela sera-t-il suffisant ? Enfermées dans leur bastion, les ouvrières devront à brève échéance envisager une extension de leur lutte. On parle de demande de report des impôts. Il faudra aussi envisager l'extension de la popularisation par les ventes sauvages. Mais pour l'instant si les ouvrières réduisent les cadences, produisent, stockent, payent leurs déplacements et le fuel, elles attendent toujours. CIP vivra mais « CIP cherche un patron » comme dit une pancarte sur le mur de l'usine.

Yves SPARFEL ■

Pour soutien : CIP BAILLEUL - Charline Le Borgne - CCP 1944-77 - LILLE



la cip occupée

personnel avec tous les avantages acquis.

Cette société devenue la CIP en septembre 1974 bénéficiait de bonnes conditions pour redémarrer. Mais un des principaux actionnaires, Furnon, confectionneur à Alès, est nommé PDG en novembre 1974. Dès son arrivée, il fait augmenter la productivité en dédoublant les chaînes, reprend la clientèle pour son propre réseau commercial, arrête la production de pyjamas à Haisne car elle est concurrentielle avec celle de son usine d'Alès. Mais il va plus loin : il veut liquider la CIP.

En avril, il décide la restructuration de l'entreprise et annonce la fermeture des ateliers de Noeux et Houdain : 200 licenciements. Rien ne le justifie. L'expert comptable du comité d'entreprise le confirme dans son rapport : début mai, il y a deux mois et demi de commandes pour 700 personnes, une rentabilité et une situation financière bonnes. Mais échaudées par la première me-

prise. Furnon s'engage à se soumettre aux décisions de l'expert ; si l'entreprise est reconnue viable, les licenciements seront annulés. Les ouvrières reprennent le travail en juin en travaillant 24 heures par semaine.

Une vieille affaire

Furnon, tel Messmer dans le temps à propos des LIP, se répand partout en déclarant « La CIP, c'est fini ! ». Il ne présente pas la collection, refuse les commandes. Le résultat est clair : perte de confiance des fournisseurs, des clients, des banques. Le 2 juillet, l'expert judiciaire fait le constat du sabotage : plus de commandes, démission de cadres, plus de réseau de représentants. Il préconise la cessation d'activité. La direction forte de ces conclusions demande le licenciement des 500 travailleuses restantes pour le 31 juillet. Elle va même plus loin. Ne pouvant ni ne voulant payer ses fournisseurs, elle propose la ré-expédition des fournitures que la CIP a en stock.

depuis 7 heures du matin empêchent toute sortie de matériel, ferment les grilles. A 10 heures, elles sont approuvées par toutes les ouvrières réunies en assemblée générale. Elles décident « CIP vivra ! », occupent aussitôt et bloquent les sorties.

Le 22 juillet, elles vont plus loin : occupation avec production, licenciement de la direction. Quarante personnes (presque tous des hommes : cadres, mécanos, coupeurs et quelques ouvrières) refusent ces décisions : les ouvrières leur demandent de quitter l'entreprise. M. Furnon, généreux, les a déjà récompensés pour cet acte de collaboration de classe : 2 500 F d'avance sur l'indemnité de licenciement pour chacun. Probablement pour passer des vacances sans trop de regret. Pendant ce temps, fin juillet, les ouvrières ont maintenu la production dans l'usine de Haisne.

Mais elles n'ont pas reproduit systématiquement l'organisation capitaliste du travail qu'elles connaissaient auparavant. La

nucléaire :

Verra-t-on des alligators sur les bords de la Saône ?

C'est une des questions que les éleveurs de volaille de Bresse, chassés par la future centrale nucléaire, pourront se poser lorsqu'il leur faudra reconverter leur production...

Au cours d'une réunion tenue le 9 septembre 1975 à la préfecture de Mâcon, où étaient convoqués des parlementaires, des membres du conseil général et du conseil régional, ainsi que les présidents des chambres de commerce et d'agriculture et les maires des communes concernées par le projet EDF, le préfet Jean Périer a présenté une ardente plaidoirie sur la nécessité et les bienfaits de l'énergie nucléaire. A lire sa déclaration c'est un véritable pactole qui va se répandre sur le département de Saône et Loire, et particulièrement sur l'une des six communes retenues pour réaliser son implantation. Cette future centrale produira quatre unités de 1 300 000 kw chacune ; elle couvrira une superficie de terres agricoles de 200 hectares.

Gageons que les populations de ces communes entièrement rurales qui sont situées à une quinzaine de kilomètres de Châlon-sur-Saône, de Verdun sur le Doubs au sud de Giguy, ne vont pas se contenter du plaidoyer ardent et des garanties verbales du ministre de « la qualité de la vie » André Jarrot, qui a pris position en faveur de ce projet ; elles ne se disputeront pas entre-elles le privilège d'être le site élu !

Déjà les maires de Gergy, et de Verjux ont dit leur méfiance à l'égard de ces beaux discours et des « paroles d'EDF en ce qui concerne les dangers des centrales nucléaires ».

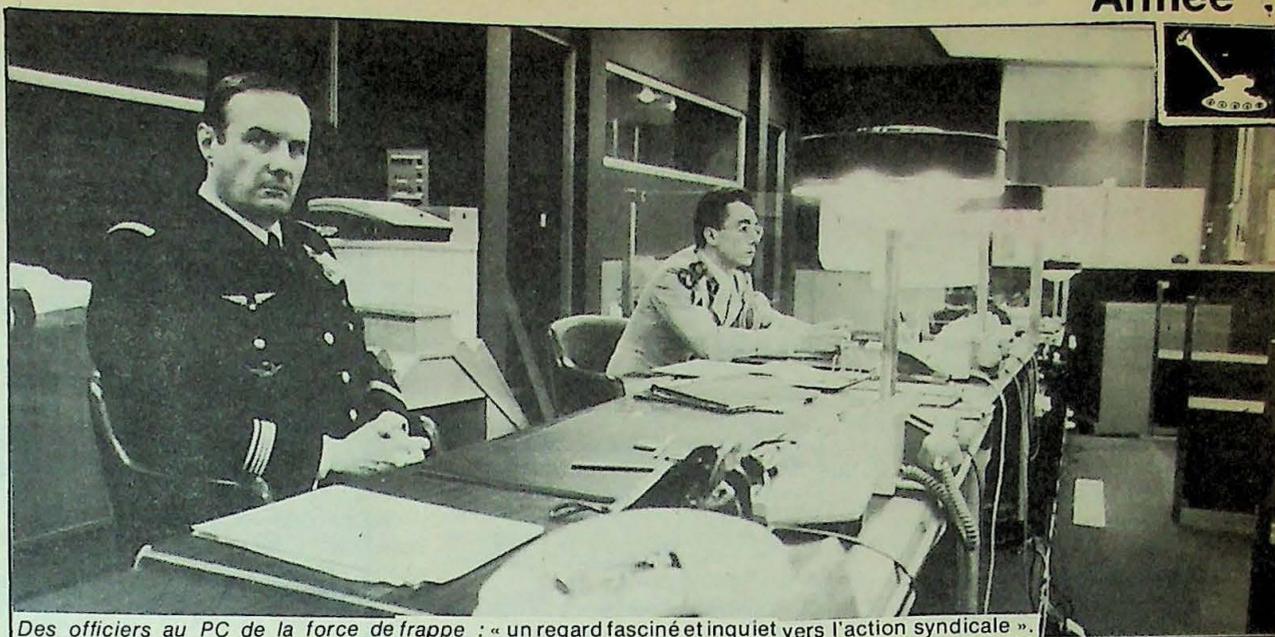
Les autres se tâtent...

Sont-ils étonnés que l'enfant du pays, M. André Jarrot, n'ait pas soulevé la moindre objection et se soit présenté comme le plus fervent défenseur de l'énergie nucléaire et de sa production dans cette plaine de Saône, où les brouillards et les inondations sont autant de causes de diffusion de la pollution radioactive sur les sites environnants ? Il leur semble peut-être surprenant que le ministre, si soucieux — en d'autres temps et autres lieux — de protéger les cultivateurs, les pêcheurs à la ligne et les chasseurs, n'émette ici aucune objection !

En fait, on est habitué à voir messieurs les défenseurs du capitalisme, sauter allégrement au-dessus des contradictions entre le système qu'ils défendent et les principes qu'ils affichent. Ils violent leur propre légalité chaque fois qu'ils en ont besoin pour assurer leur pouvoir.

En matière nucléaire, ils ne reculent ni devant la rétention d'information, ni devant le truquage systématique des données scientifiques que répandent les technocrates à leur solde. Cette situation a conduit « Les Amis de la Terre » à organiser une réunion d'information dans un village, à Sassenay. Il faut souhaiter que d'autres groupes se joignent aux syndicats ouvriers et paysans, et à toutes les forces qui concernées par ce problème, pour organiser des débats réels et informer les populations de la région.

Maguy GUILLEN ■



Des officiers au PC de la force de frappe : « un regard fasciné et inquiet vers l'action syndicale ».

syndicat : des officiers s'interrogent..

La revue officielle des Forces armées françaises, **Armées d'aujourd'hui**, ouvre ses colonnes à un groupe de jeunes officiers « **désireux de se pencher sur d'importants problèmes militaires d'actualité** ». Le premier sujet traité est intéressant : la tentation du syndicalisme au sein des armées.

L'article décrit les conditions de la crise parmi les cadres : détérioration des conditions matérielles d'existence, désillusion sur leur rôle, mécontentement de ne pouvoir exprimer leur aspirations, de ne pas participer aux prises de décisions, et de n'avoir aucun recours. La fonction militaire s'en trouve doublement dégradée, matériellement et moralement. D'être ainsi exclus des centres de décision et d'information conduit ceux qui rejettent la résignation et la soumission à « **jeter un regard fasciné et inquiet vers l'action syndicale** ». Et nos officiers constatent que « **le commandement a échoué dans son rôle de défense des intérêts moraux et matériels des militaires** » à cause de l'immobilisme de la hiérarchie (absence d'autonomie et de liberté d'initiative pour les subordonnés) et de l'inexistence de tout moyen d'élaboration, de réflexion, d'action. « **La hiérarchie, structurelle-**

ment, est hors d'état de faire aboutir les aspirations du corps militaire ».

Ainsi est démystifiée l'une des plus grandes escroqueries idéologique sur lesquelles repose l'édifice militaire. Au nom du caractère « non partisan » de l'armée, de la discipline, de la communauté d'intérêt et de pensée de tous ses membres, le commandement s'est voulu l'expression de l'ensemble du corps militaire. Il a confondu la défense des intérêts des soldats, sous-officiers et officiers avec celle de l'armée, de sa discipline, de ses intérêts, afin de garantir sa capacité répressive que ne manquerait pas d'atténuer toute ouverture démocratique. Venant d'officiers, ceux-là même qui sont chargés de propager de tels mythes, la critique n'en est que plus savoureuse et percutante.

Un syndicalisme de masse, non corporatiste, apparaît donc comme une solution mais cette solution est abandonnée devant l'indifférence ou l'opposition acharnée qu'elle rencontre dans les partis politiques.

Les auteurs de ce véritable réquisitoire se prononcent pour un système de concertation (commissions, débats ..) à tous les échelons sur la base d'élections libres, reposant sur la liberté d'expression de tous et l'indé-

pendance à l'égard du commandement. Ces organismes représentatifs de toutes les catégories de militaires — appelés, sous-officiers et officiers — auraient la charge de veiller aux conditions de vie et de travail du personnel et à la gestion des activités sociales.

Sans nier le caractère profondément réformiste d'un tel projet, sans se laisser griser par l'apparent libéralisme d'une revue qui se veut, entre autre, « **l'expression du ministre de la Défense** », l'ouverture de ce débat (dans la presse de l'état-major !) permet de mesurer l'impact et l'étendue du chemin parcouru par les partisans d'un syndicalisme démocratique de masse aux armées.

L'appareil militaire ne peut plus se contenter des condamnations ou des silences des états-majors politiques, des réponses stéréotypées des chefs militaires et du ministre, ni du folklore grotesque de Bigeard. Parmi les engagés et les militaires de carrière, des sous-officiers, des officiers s'interrogent, formulent des propositions. Signe que la lutte des soldats, loin de dresser « bidasses contre crevures » et de renforcer l'esprit de caste chez les cadres, amplifie au contraire les contradictions de l'institution.

Martin EDEN ■



Candide chez les moujiks...

Woody Allen fait dans le rétro. Mais son pastiche de **Guerre et Paix** ne fait pas que céder à la mode d'un temps. Les anachronismes, les références à l'actualité dont son film est bourré, son allure même avec ses sempiternelles lunettes modernes, démontrent que ce nouveau « zinzin d'Hollywood » n'est pas si dupe et ne se prend pas complètement au sérieux.

On peut aussi lui reprocher le budget colossal sur lequel les financiers de la pellicule n'ont pas dû lésiner pour lui permettre de réaliser cette œuvre qui est aussi un grand spectacle, avec scènes de bataille entre troupes napoléoniennes et armée du tsar, reconstitution minutieuse de somptueux palais et demeures richement décorées.

Woody Allen a sauté sur l'occasion pour mettre en pièces les legs de la dite civilisation occidentale ; ceux qui nous sont particulièrement transmis par les monuments littéraires de Dostoïevski et Tolstoï. Cet « idiot volontaire » jongle avec les valeurs et les sacro-saints principes comme un enfant avec des objets, avec la maligne et manifeste intention de les laisser se fracasser à terre.

Certes les situations décrites appartiennent à l'histoire, mais les travers sociaux qu'ils dénoncent et les comportements qu'ils ridiculisent ne sont malheureusement pas encore tombés en désuétude de nos jours.

A travers cette histoire rocambolesque d'un pacifiste qui est amené sur les instances pressantes de sa femme, à vouloir supprimer Napoléon, le travail, la famille et surtout la patrie en prennent pour leur compte. Avec un talent plus achevé que dans tous de ses films précédents, Woody Allen fait rire et son humour juif new-yorkais est corrosif. Comique de situation (bagarre de Napoléon avec son sosie) d'autant plus drôle que l'action se situe dans un cadre grandiose, comique de gestes filmés en accéléré (séquence de l'ambassadeur d'Espagne assommé pour prendre sa place), mais surtout comique du verbe : tout au long de **Guerre et Amour** c'est constamment une diarrhée de paroles, un chassé-croisé de jeux de mots (avec référence constante à d'autres films) où l'auteur-réalisateur retrouve les accents de Groucho Marx pour mettre en boîte les idées toutes faites et la pseudo-philosophie.

Cela n'aboutit quand même pas à un vrai manifeste anarchiste en bonne et due forme, mais donne à penser qu'aux USA, faute de pouvoir s'exercer sur le terrain classique de la « politique », la contestation utilise d'autres moyens.

Alain TLEMCEN ■

Les « Procès » de France Inter...

★ Samedi 17 heures. Je tourne le bouton. France Inter. Une femme raconte sa vie. Encore une émission à la Bellemare ou à la Mérie Grégoire où on prétend soulager sinon les maux de l'humanité du moins ceux d'une personne...

L'histoire est simple : à 20 ans, un gosse. Puis la rupture avec le père. Puis des hommes rencontrés au hasard des terrasses de café ou des dancings. Avec chacun, deux, trois ans. Elle se raccrochait à certains qu'elle n'aimait pas, par peur de la solitude. En tout cas, à aucun, elle n'a pu avouer sa « faute » : l'existence de l'enfant...

Les commentateurs commentent, mi-ironie, mi-reproche. « Alors celui-là aussi, vous l'avez rencontré dans un dancing ? » « Celui-ci, je parie que vous l'avez connu trois ans... » Petits rires en coin... Gênée la femme se défend...

Le temps passe. Tout d'un coup, on entend « Dans ce procès... ». Eh, oui Voilà le dernier jeu radiophonique à la mode. La femme en question raconte sa vie. Et on organise son procès.

C'est sérieux. Le « procureur » est là et fait sa péroraison : « Vous avez marché sur les hommes. Pour vous, ce sont des gadgets. Vous mentez tout le temps, vous trichez. Alors maintenant, vous venez pleurer ici ; retournez plutôt chez vous ».

Et il y a un « jury ». Deux hommes — cadre, ingénieur — une femme, fonctionnaire. « De police ? » — « Je ne préfère pas préciser » — « Ah ».

Le verdict. Chaque juré, dans cette triste mascarade, a droit à trois voix. Premier juré : trois « acquittée ». « Mais je tiens à lui faire un reproche ». Le « procureur » : « C'est justement pour ça que vous auriez dû la condamner ». Deuxième juré, trois voix pour l'acquittement. Petit rire nerveux de soulagement de la femme « en procès ». On sent bien qu'elle investit plus, beaucoup plus, dans le verdict que ce qu'elle veut bien laisser paraître. Troisième juré, enfin, 2 « coupables », un « acquittée ». « Pouvez-vous expliquer ? » Et l'ingénieur : « Elle n'a qu'à regarder la réalité en face. Elle est lâche »...

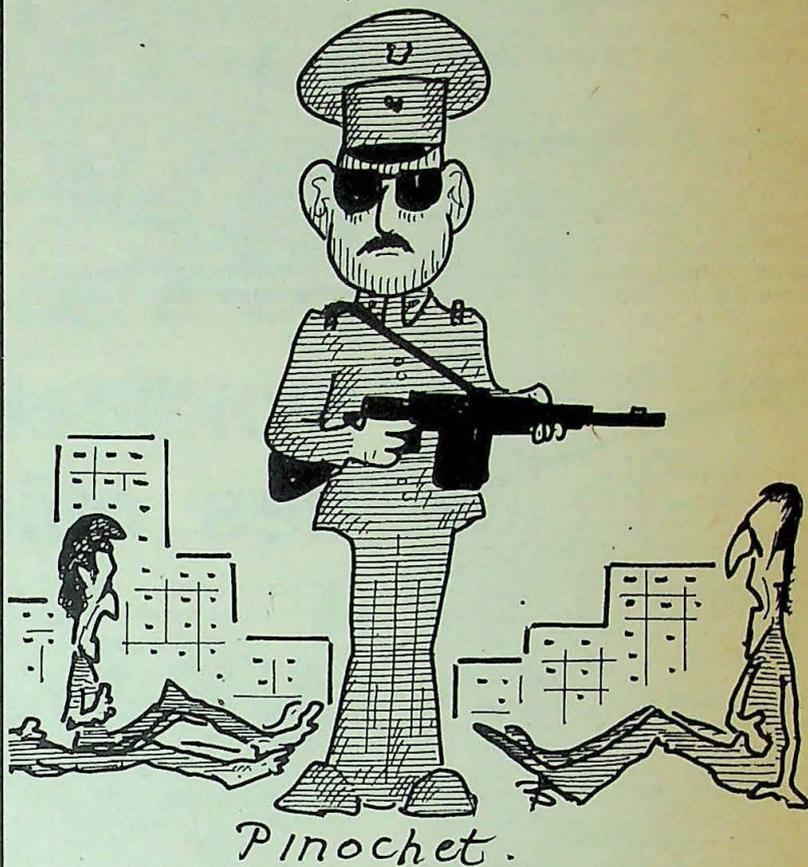
Voilà, cela dure de 16 heures 30 à 18 heures tous les samedis sur France Inter. C'est absolument stupéfiant. On a vraiment l'impression que la crasse du monde vous saute à la figure.

L'acquittement donne droit à... l'accès aux numéros de téléphone des hommes qui ont appelé pendant l'émission ! Il y en a un, ingénieur portant beau la quarantaine, qui précise « et en plus j'ai justement besoin d'une secrétaire ». Rire des animateurs...

Elle a été « acquittée », après avoir débarrassé sa vie devant un parterre d'imbéciles radiophoniques et des milliers d'auditeurs. Et si elle avait été condamnée ? Comment aurait-elle ressenti cela après ses 13 ans de vie aussi difficile ? Surtout, surtout, comment peut-elle même acquittée ressentir un procès, qui pousse l'absurde et l'ignominie jusqu'à s'en donner le nom même ? « JJMS » « Jeune, Jolie, Mais Seule » voilà le titre de cette farce navrante, qui traduit le comportement maladif de certains responsables de la presse parlée en même temps que les névroses que notre société entretient, pour les condamner avec autant de force qu'elle met à y pousser les gens. « Et envoyez votre photo, pour qu'on voit bien si vous êtes jolle », ajoute l'animateur. On ne jette pas en pâture aux auditeurs de France Inter des femmes dites « pas jolies » ou des « vieilles » n'est-ce pas ?

N. BIRAUD ■

Plus la peine de tuer les chiliens ils meurent de faim



Portugal :

une lettre de Fernando Marques

Chers Camarades,

Profitant de quelques minutes libres, je vous envoie ces remarques sur les affirmations faites par François Desmoulin dans un article de TS, n° 668.

Je ne me prononce pas sur l'analyse.

1) Affirmer que le « front » tactique créé le 25 août sur une plate-forme conjoncturelle « n'était guère représentatif et n'existait pas hors de Lisbonne » c'est renforcer la thèse de droite qui dit « qu'en dehors de la capitale la gauche n'existe pas » et c'est faux. Il suffit de connaître la réalité portugaise et les manifestations de masse du 27 août qui ont eu lieu à Porto, Lagos, Faro, Setúbal, etc., etc...

2) Dire qu'après l'exclusion du PCP le front n'existe plus, c'est renforcer l'autre thèse de droite qui affirme que toutes les forces révolutionnaires qui luttèrent ne sont que des groupuscules et c'est

oublier les manifestations de masse composées de centaines et de centaines de travailleurs, soldats et marins, encadrés dans leurs organismes de base et qui ont manifesté dans la rue leur appui à l'esprit unitaire et révolutionnaire dominant dans ce même front.

3) Une petite remarque : la manifestation du 27 août a réuni plus ou moins 100 000 personnes et non 50 000.

4) Il y a eu et il y a encore au Portugal de nombreux militants du PSU. Il n'est pas excusable que vous ayez une absence d'informations et une non-connaissance de la vraie nature des forces en présence au Portugal.

5) Nous vous prions : il suffit de la campagne destructrice de la droite. Soyez attentifs à vos informations.

Salutations révolutionnaires.

Fernando Pereira Marques, Commission politique de la LUAR ■

la révolution en morceaux



* Claude Louzoun, qui vient d'effectuer un séjour d'un mois au Portugal, donne son point de vue sur la situation dans ce pays.

La longue crise politique de cet été se résoud donc momentanément au niveau où elle s'est déroulée pour l'essentiel, c'est-à-dire au sommet. A une situation complexe, qui correspondait cependant globalement à une avancée de la révolution portugaise, succède une situation politique de recul dans laquelle les questions stratégiques posées au cours de la ré-

ne pouvait s'affirmer et trouver sa force que dans le cadre du pouvoir.

Mario Soarès et la direction du PS ont donc saisi l'occasion du document des « neuf » pour se remettre en selle. Le plan Melo Antunes a précipité les contradictions au sein du MFA car sa force tient en ce qu'il est, comme l'écrit Rossanna Rossanda, « la seule intuition de la nécessité d'un programme de transition et d'un bloc social qui le soutienne » (1).

La réalité du MFA aujourd'hui infirme avec éclat l'idée d'un MFA

leurs de Porto (10 septembre), et au refus de la police militaire de partir pour l'Angola. Le développement de ce mouvement naissant de soldats et d'appelés, autonome du MFA, revêt une très grande importance dans la conjoncture et pour la poursuite du processus révolutionnaire ; d'autant que sa liaison aux organes de « double pouvoir » s'inscrit d'emblée dans son affirmation.

La réalité de ce « pouvoir populaire », encore embryonnaire certes, n'est plus à démontrer. Cependant, la relative stagnation de ce mouvement tient pour une part essentielle dans l'absence d'un projet qui le charpente. La gauche révolutionnaire portugaise a là une énorme responsabilité politique. Or, la politique développée par ses différentes composantes au cours de la crise appelle quelques commentaires. L'attitude de la majorité des organisations révolutionnaires à l'égard du PSP, le considérant comme fer de lance de la réaction sans distinction entre direction et base, et donc « l'excluant » du mouvement ouvrier et de l'unité ouvrière, a laissé à la direction du PS et aux forces de droite comme masse de manœuvre un énorme terrain social et politique.

Le PSP dispose d'une base populaire de masse. Les élections syndicales promises par le sixième gouvernement, par exemple, mettront en évidence sa réalité ; ainsi une liste PS-MRPP a pris récemment la direction du syndicat des banques. Mainte-

nant que la bataille contre Vasco Gonçalves et le PCP a été gagnée, les possibilités de contestation de gauche, du développement d'une gauche en son sein sont accrues, car à nouveau la direction du PS va être à l'épreuve et va devoir montrer clairement son caractère contre-révolutionnaire.

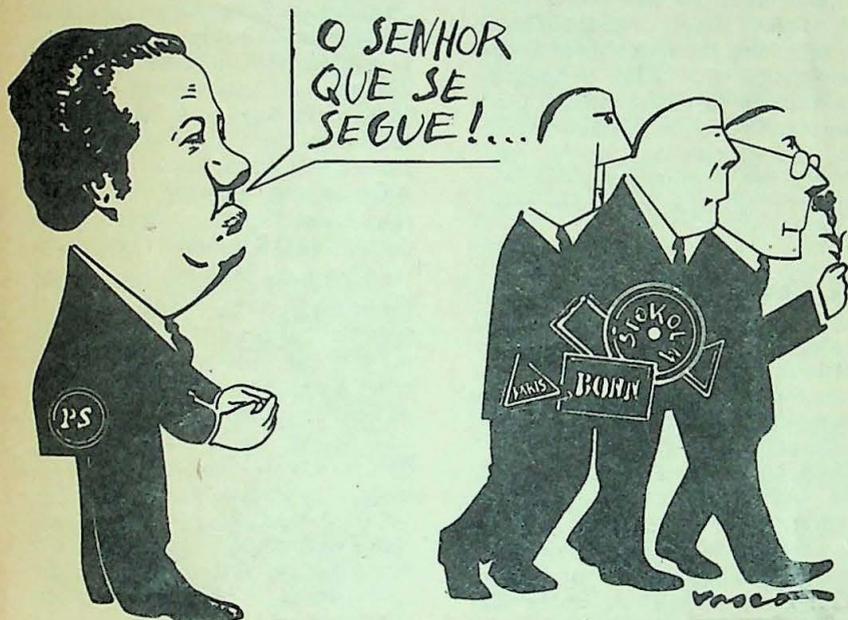
Mais là, comme globalement pour le développement de la révolution portugaise, la recherche et l'affirmation d'un projet révolutionnaire, abordant la question de la nature de la société à construire comme celle du programme de transition, sera décisive. Décisive pour l'avenir de la révolution, car dans la situation présente un repli pour répartir à la conquête des masses était nécessaire ; décisive pour s'appuyer sur et relancer tout à la fois la dynamique révolutionnaire du mouvement de masse.

La gauche révolutionnaire, au Portugal, a maintenu son unité d'action et se trouve à la pointe de la résistance qui s'ébauche contre la mise au pas que veulent imposer les nouveaux détenteurs du pouvoir. Si la gauche révolutionnaire avance dans la réponse aux questions stratégiques et tactiques posées par la révolution portugaise, c'est là un fait de taille.

Claude LOUZOUN ■

(1) « Pour une réflexion sur les événements portugais », Il Manifesto du 31 août 1975.

(2) *Libération* du 11 septembre 1975.



cente crise conservent toute leur acuité et dans laquelle de nouveaux problèmes se posent au mouvement de masse.

L'affrontement qui s'est déroulé pour le contrôle du gouvernement et du MFA a donné lieu à un nouveau rapport de forces dont il faut apprécier la réalité.

Il est vrai que le PCP est le grand perdant. Le poids de sa structure et de sa force organisationnelle, l'existence d'un projet cohérent et sa politique collant au MFA n'ont pu contrebalancer le désaveu de son projet bureaucratique, de sa politique de main-mise sur l'appareil d'état, la presse, etc., comme de sa pratique sectaire et autoritaire. A ce titre, la chute de son influence dans le prolétariat portugais et au sein des forces armées est un enseignement de la révolution portugaise à souligner.

Fort des conséquences négatives de la politique du PCP, exploitant à son avantage la polémique PC-PS, la direction du PS, par sa démission du gouvernement fin juillet, décidait de passer à l'offensive. Mais son poids électoral et l'appui de la social-démocratie européenne au pouvoir ne pouvaient suffire à lui donner une influence déterminante au sein du MFA, pas plus qu'à présenter un programme politique crédible face aux nécessités de l'heure. La direction du PS ne pouvait toutefois demeurer dans l'opposition, car sa politique social-démocrate

« supra » ou « a-partidaire », ou celle du MFA - mouvement de libération nationale. Le document Antunes, plan élaboré par des éléments inscrits dans le processus révolutionnaire mais qui en ont fait une analyse de droite, a permis que des forces politiques opposées au développement du « pouvoir populaire », opposées à l'approfondissement de la révolution portugaise s'engouffrent dans la brèche ainsi ouverte.

Mise au pas dans l'armée et au sein du MFA mise à l'écart du « pouvoir populaire », retour à un jeu politique plus classique, politique économique basée sur l'austérité et le technocratism, tels sont les axes du PS et des « professionnels » du MFA. Les « Gonçalvistes », défaits, vont se différencier. Quant à l'aile radicale du MFA, la crise la laisse sans réponse véritable et sur la défensive. Malgré son intérêt certain, le « document de travail pour un programme politique » du COPCON ne masque pas la faiblesse de leur réflexion politique comme de leurs bases d'appui. Pour autant, l'aide radicale du MFA conserve une place d'importance. (2)

D'emblée, le nouveau conseil de la révolution s'est heurté à l'opposition active des journalistes contre la loi de censure des informations relatives à la vie politique des armées, à la manifestation des soldats et des commissions de moradores et de travail-

pour le Portugal, mobilisation !

le 27 septembre, à Paris place de la République 15 heures

Répondant à l'appel des organisations révolutionnaires portugaises (LCI, MES, PSP, MDP, LUAR), une vingtaine d'organisations révolutionnaires d'Europe occidentale, notamment Lotta Continua, Avant-Gardia Opéraria, Il Manifesto-PDUP (en Italie) et Bertrand Russel Fondation Peace en Grande-Bretagne, ont décidé de faire du 21 au 28 septembre 1975 une semaine de solidarité avec la révolution Portugaise et d'organiser le samedi 27 septembre, des manifestations de rue dans toutes les capitales européennes. Le Portugal ne sera pas le Chili de l'Europe.

— Contre l'encerclement impérialiste et le sabotage économique, diplomatique, politique et militaire, du processus révolutionnaire au Portugal ; contre l'OTAN ; contre les provocations

de la bourgeoisie nationale et internationale.

— Pour le soutien aux comités ouvriers, de soldats, de moradores et de paysans, bases du futur pouvoir ouvrier. Pour la victoire du socialisme.

— Aux côtés du peuple angolais et de ses combattants du M.P.L.A. dans leur offensive contre les forces impérialistes.

Les Organisations et Journaux français soussignés soutiennent cette initiative et appellent les travailleurs et la jeunesse de la région parisienne à manifester samedi 27 septembre, à 15 heures, Place de la République.

Organisations françaises déjà signataires : PSU, LCR, Révolution, PLC, PDUP, et Politique-Hebdo.

la 2ème guerre de libération

Le peuple angolais est aujourd'hui engagé dans une deuxième guerre de libération, cette fois-ci contre un front néo-colonialiste qui regroupe les réactionnaires de l'intérieur (agents de l'impérialisme, ex-PIDE, spinolistes), Mobutu (président du Zaïre, au service des intérêts américains), l'Afrique du Sud, les USA et l'Europe impérialiste. Mais il marque des points...

La stratégie du « Poder popular » (pouvoir populaire) développée par le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola commence à porter ses fruits. Depuis plusieurs mois, dans les usines et les « kimbos » — les bidonvilles qui entourent Luanda — les Angolais se sont organisés en commissions de quartier, conseils de village, commissions ouvrières, à Luanda bien sûr, mais aussi à Viana,

la route de Nova Lisboa, et à s'emparer du château d'eau de Quifangondo, qui alimente en grande partie la population luan-daise.

L'objectif du MPLA était de poursuivre son offensive en direction des ports, des régions côtières du Sud et de la zone méridionale de l'intérieur. Il a gagné la première bataille, pris Caxito, et se dirige vers Carmona, un autre

ment de protéger les Portugais et de les aider à gagner la métropole. En effet la guerre qui a éclaté un peu partout a provoqué un exode massif : près de 200 000 Portugais (sur 600 000) seraient rapatriés grâce à un « pont aérien » à Lisbonne, où les services du parti socialiste portugais déploient une grande activité pour les accueillir. Enfin certains Blancs de Luanda gagnent par eux-mêmes le Sud-Ouest africain.

La fameuse politique portugaise de « neutralité active » ne signifie donc pas grand chose en Angola. Le président Costa Gomes a beau se fâcher (comme dans sa déclaration du 3 septembre) contre les mouvements nationalistes qui « ne respecteraient pas la souveraineté portugaise » jusqu'à la proclamation de l'Indépendance... en fait, depuis juillet, le gouvernement portugais n'est plus maître de la situation.

la sainte alliance

Jack Bourderie a révélé dans *Afrique-Asie* de juillet le plan secret mis au point par toutes les forces hostiles au MPLA : puissances occidentales, Zaïre, FNLA, UNITA, FLEC. En mai, puis en juin, Savimbi (dirigeant de l'UNITA) et R. Holden (FNLA) sont venus chercher à Paris un appui politique et matériel, et aussi mettre au point avec les délégués des puissances impérialistes un complot international, en vue de créer les conditions susceptibles de faire intervenir les « casques bleus » de l'ONU en Angola. Ce genre d'intervention rappellerait étrangement celle qui a abouti à l'assassinat de Lumumba et à l'étranglement de l'indépendance du Congo-Kinshasa (Zaïre).

Selon *Afrique-Asie*, ces mêmes puissances impérialistes (Allemagne de l'Ouest, France, Angleterre, Etats-Unis), qui soutenaient politiquement et militairement le fascisme de Salazar et Gaetano, auraient obtenu de Holden, Savimbi et Mobutu les garanties suivantes :

— le maintien de l'économie angolaise dans le système libéral ;

— la lutte contre la « subversion communiste » ;
— l'élimination de toutes influences politique, économique et culturelle du Portugal ;
— la fédération avec le Zaïre qui assurerait une tête de pont impérialiste en Afrique australe ;
— le soutien à la politique de « dialogue » avec l'Afrique du Sud...).

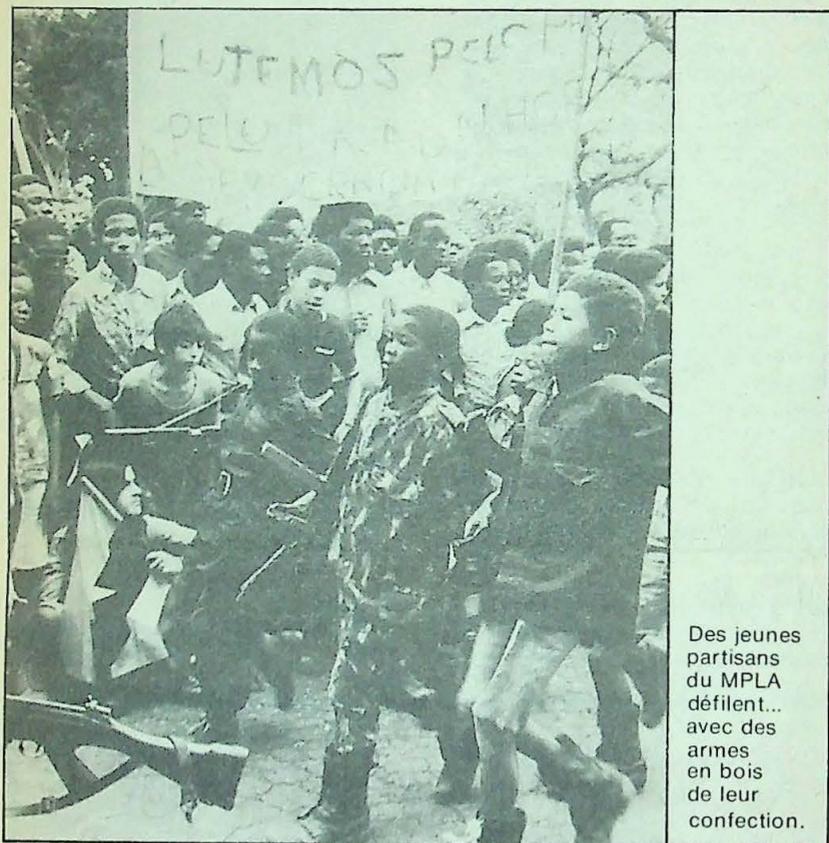
C'est bien ce qui risque de se passer. Nito Alves (MPLA) soulignait que le voyage de Giscard au Zaïre « s'est fait dans le cadre de la concurrence entre les USA et l'Europe sur l'avenir de Cabinda ; c'est un élément de l'offensive des monopoles pétroliers français qui ne veulent pas perdre une seule parcelle de leurs intérêts à Cabinda et en Angola ». Les livraisons d'armes françaises au FNLA, malgré les démentis du gouvernement, ont réellement commencé. Et la menace d'une intervention extérieure des forces impérialistes à partir de l'ONU se précise.

Ce ne sont pas les petites rivalités entre pays capitalistes qui affaibliront la grande coalition des puissances impérialistes décidées à empêcher la véritable indépendance de l'Angola. Seule la solidarité internationale au MPLA, unique mouvement populaire et révolutionnaire, peut peser d'un poids décisif sur le cours des événements, comme elle l'a montré à certains moments critiques de la lutte du peuple du Vietnam. L'Afrique, comme l'écrivait Simon Malley (11 août, *Afrique-Asie*) a maintenant son Vietnam : « C'est la même lutte contre la même coalition de puissances impérialistes et leurs fantoches d'une part, et, de l'autre, un peuple mobilisé décidé à s'affranchir, à se libérer complètement de la domination étrangère ».

R. COSSE ■

Notre soutien politique au MPLA doit être complété par une aide matérielle. Les besoins sont immenses et urgents pour soigner les blessés, alimenter les populations, reconstruire les villages démolis. Il faut donc de toute urgence collecter des fonds afin d'acheter médicaments, vivres et vêtements, pour donner les moyens au peuple angolais de lutter contre la coalition des forces impérialistes.

Les fonds peuvent être envoyés à Robert DAVEZIES - CCP : La Source 3267636 U (mentionner : « pour l'Angola »).



Des jeunes partisans du MPLA défilent... avec des armes en bois de leur confection.

Huambo, Lobito, Benguela. Depuis mars et jusqu'au début du mois de juillet, le FNLA s'est acharné sur les éléments les plus actifs de ces premiers pouvoirs populaires en torturant et massacrant ; puis, sentant qu'il n'avait pas le soutien populaire, il a tenté d'imposer la violence et le chaos de manière à donner l'occasion aux forces étrangères d'intervenir. A partir du 12 juillet, le MPLA qui, jusque là, ne répondait pas aux provocations, est passé à l'offensive et a chassé le FNLA de Luanda. Dans la capitale ce fut l'explosion de joie : le peuple s'était libéré de l'organisation terroriste au service de l'impérialisme.

la « marche sur Luanda »

Holden Roberto (président du FNLA) dans son langage outrancier, au lendemain de sa défaite, annonçait partout « une grande marche sur Luanda ». Deux mois après, on l'attendait toujours. Il a cherché alors à priver la capitale d'approvisionnement en coupant

bastion du FNLA à l'est de la capitale, en même temps qu'il a lancé depuis le 10 septembre une offensive en direction de Nova-Lisboa, deuxième ville du pays que contrôle l'UNITA. Le général de Andulo, un des principaux leaders militaires de ce mouvement, se serait d'ailleurs rallié au MPLA qui contrôlerait désormais douze provinces sur seize.

Depuis avril, les autorités portugaises, actives jusque là dans le processus de décolonisation, ont parues dépassées par les événements. La longue et confuse crise politique de Lisbonne explique qu'aucune politique cohérente et résolue n'ait été menée en Angola. Le rappel (en juillet) de Silvia Cardoso, favorable au FNLA, l'envoi d'une commission (dirigée par l'amiral Coutinho) à Luanda la nomination d'un nouveau haut-commissaire n'ont pas amené un réel changement de politique. C'est que la question angolaise divise profondément les membres du MFA.

Les troupes portugaises se préoccupent surtout en ce mo-

Afrique du Sud :

le sourire de Vorster

Vorster peut faire le beau sur les chutes du Zambèze et mener une diplomatie audacieuse, il n'en oublie pas moins de corriger sévèrement ceux qui, en Afrique du Sud même, contestent l'apartheid. Ainsi l'envers du sourire de Vorster, c'était, au mois d'août, l'arrestation d'une cinquantaine de militants, parmi lesquels un blanc Afrikaner bien connu à Paris, Breytenbach. Il est peintre, poète, et s'était installé en Europe pour échapper à l'atmosphère étouffante de son pays. Ce charmeur, ce bon vivant portait en lui un art corrosif, macabre, et écrivait des poèmes douloureux et violents. Il est en prison depuis le 19 août, accusé d'usage de faux papiers, participation à un complot international, « communisme », etc. Au secret, et pour une période indéfinie, comme le permet le « Terrorism Act ». Comme plusieurs milliers d'autres.

Aide financière et solidarité : BIAA, 40 rue Rouelle 75015 et Comité d'action Breytenbach, MRAP, 120 rue Saint-Denis 75002.

A gauche, gauche ! (II)

Avec le renversement du général Velasco, c'est une nouvelle phase du bonapartisme militaire « anti-impérialiste » qui s'ouvre au Pérou. Mais la dynamique populaire, lancée à la faveur des réformes du régime précédent, n'y est pas pour rien...

▼ L'exemple des « communautés industrielles » est le plus significatif. Dans son esprit, la loi qui les créa repose nettement sur une conception tendant à concilier les classes entre elles, pour « développer harmonieusement le pays ».

Mais les « entrepreneurs » ont résisté à la communauté industrielle et une série de manœuvres ont été montées pour éviter une quelconque intervention des travailleurs dans la gestion et l'administration (parler anglais dans les réunions, cacher les livres de comptes, diviser les entreprises pour amoindrir la force des communautés, faillites frauduleuses, etc.)

A travers de nombreuses luttes, dépassant pour la première fois l'économisme revendicatif traditionnel, les travailleurs ont posé et posent de plus en plus clairement leurs exigences de contrôle de la production, de l'administration, en même temps qu'en cas de faillite, administrant transitoirement l'usine, ils réclament son intégration au secteur de propriété sociale.

Le même processus s'est développé dans les campagnes avec la formation des ligues agraires (contestation du néo-capitalisme des coopératives — le « coopécapitalisme » —, lutte pour l'approfondissement de la réforme agraire et son contrôle par les paysans, pour l'introduction de la propriété sociale dans les campagnes, pour le contrôle des autorités locales et des juges...).

De l'intérieur même du processus, malgré ses limites et ambiguïtés, mais grâce au contraire à sa grande vitalité interne, sont ainsi nées des forces nouvelles, à la recherche d'une expression et d'un programme politique.

Au sein des forces armées, la dialectique de la formation spécifique des officiers au sein d'un contexte social en profond mouvement a eu aussi ses effets. Des couches nouvelles d'officiers « à la portugaise » se sont développées créant, en relation avec certains généraux révolutionnaires, un courant radical, qui bien que minoritaire, a su en réalité prendre l'initiative le 29 août...

Les organisations politiques

A ce large mouvement social aucune organisation politique n'a été capable d'offrir une perspective. Le PCP, implanté nationalement mais essentiellement comme appareil, reste paralysé à la fois par ses conceptions idéologiques quant à la nature du socialisme, mais surtout quant à sa stratégie sur une nette différenciation entre une révolution qui ne serait qu'« antiféodale, anti-impérialiste et anti-oligarchique » préparant les conditions d'une « nouvelle » révolution, socialiste

cette fois. Cette conception l'a amené par exemple à soutenir la candidature du « national-bourgeois » Belaunde Terry en 1963 et à traiter, dans un premier temps, de « fascistes » ceux qui le déposèrent en octobre 1968.

Aujourd'hui le PC, obligé de coller aux généraux qui se déclarent « socialistes », mène un combat d'arrière-garde pour démontrer, comme me l'a dit Gustavo Espinosa (membre du B.P. du PC et secrétaire général de la CGTP), que « la propriété étatique est la forme supérieure de propriété sociale » ou que la CGTP « s'opposera à toutes tentatives de pouvoirs autonomes ».

Quant à l'extrême-gauche, ultra-divisée, elle n'a pu se mouvoir qu'avec les « grands principes », incapable de comprendre la dialectique spécifique de cette ouverture révolutionnaire, incapable de saisir la nécessité d'une alliance avec le secteur radicalisé des forces armées

étape soit franchie. D'autant plus que la grave maladie du président Velasco mettait à l'ordre du jour le problème de sa succession.

Le dénouement des contradictions

On sait maintenant que les militaires conservateurs avaient prévu une intervention pour le 30 août, dès la fin de la Conférence des Non-Alignés. Mais le projet, connu il y a déjà plusieurs semaines par le secteur « progressiste », a permis la cristallisation d'une alliance de forces militaires qui a pris l'initiative et a destitué dès le 29 août le général Velasco.

Dans cette alliance, militairement comme politiquement, les généraux « radicalisés » Leonidas Rodrigues (chef de la deuxième zone militaire - Lima) et Fernandez Maldonado (ancien ministre de l'énergie et des mines, aujourd'hui chef d'Etat-major, demain premier ministre) ont joué un rôle de premier plan.

L'unification des secteurs « radicalisés » et « institutionnel-démocratique » s'est réalisée fondamentalement autour du thème de la « moralisation » qui devrait signi-

ment, au moins en partie. Mais cela ne dépend pas que des militaires.

Car la droite n'a pas disparu. La bureaucratie d'Etat verra sans doute son rythme de croissance ralentir ; mais les causes de son développement ne disparaîtront pas d'elles-mêmes. La pression impérialiste va se renforcer dans un contexte continental, qui reste dominé par la force de la contre-révolution. Comment donc assurer la victoire définitive de la révolution socialiste, si d'une part les organisations de l'alliance ouvriers-paysans ne se développent pas en toute indépendance et si elles ne forment pas une étroite alliance avec le secteur national-révolutionnaire de l'armée ?

Celui-ci, minoritaire, est encore obligé de négocier, de céder des positions secondaires, d'isoler et de diviser ses adversaires. Seule la force du peuple organisé peut l'aider dans cette tâche. Un « comité de coordination des organisations populaires » s'est déjà constitué, qui regroupe à ce jour plus de quarante organisations syndicales, paysannes, de « pobladores », etc., et qui entame l'élaboration d'un pro-



« Parce que nous n'avons rien, nous faisons tout »

et, partant, d'appuyer de manière critique toute mesure positive tout en se déclarant prêt à se mettre aux premiers rangs de la défense de ces conquêtes en cas d'attaques impérialistes. Sept ans après le début du processus, elle se trouve toujours sans programme, polémiquant incessamment pour savoir si ce régime est « fasciste », « fascisoïde », ou « fascisant », voire « réformiste-bourgeois » pour les plus « flexibles ».

Dans cette situation où — au plan institutionnel — le courant autoritaire et conservateur paraissait avoir l'initiative (expulsion de vingt-huit militants de gauche, fermeture de la revue « Marka », division de la Confédération Nationale des Communautés Industrielles, « satanisation » anticommuniste dans la presse et l'administration...), et où — au plan social et politique — une immense potentialité était contenue, quand elle n'était pas consciemment freinée et même réprimée, il fallait qu'une

fier concrètement : révéler publiquement les vices de la gestion de « Pesca-Peru » accédant ainsi aux revendications des syndicats de pêcheurs ; dissoudre le MLR (Mouvement Révolutionnaire du Travail-troupes de choc de la droite militaire) ; « démocratiser » la gestion des entreprises d'Etat ; faire peser sur les gros revenus le poids de la crise ; décréter immédiatement une loi d'amnistie générale.

« Approfondir la Révolution » formule utilisée, elle aussi, signifie étendre le secteur de propriété sociale ; transférer rapidement les coopératives agraires au secteur autogestionnaire ; industrialiser sur cette base la campagne en respectant l'écologie et la technologie locale...

La composition du nouveau gouvernement (où disparaissent les têtes de la droite, et où apparaît pour la première fois un civil) comme le premier discours du nouveau président permettent d'espérer que ce programme se réalisera rapide-

ment d'ensemble capable d'aboutir à la formation d'un vaste « Front unique anti-impérialiste et anti-capitaliste ». C'est là que réside la clé de l'avenir socialiste du Pérou si les difficultés inhérentes à la situation du mouvement populaire (attentisme, faiblesse de mobilisation, économisme étroit...) parviennent à être surmontées. Car de nouvelles crises et de nouveaux affrontements s'annoncent, tant au plan politico-institutionnel (Maldonado succèdera-t-il en janvier à Vargas Prieto au poste de premier ministre ?) que socio-économique (la politique économique « monétariste » de Morales permettra-t-elle d'affronter la crise au profit des travailleurs ?) ou militaire (le conflit frontalier avec le Chili rebondira-t-il ?).

Une nouvelle phase du « processus » s'ouvre : aux forces de la classe ouvrière et de la paysannerie de savoir l'utiliser.

Maurice NAJMAN
Lima le 7 septembre 1975 ■

* Ils sont « rentrés ». Avec un sourire crispé, un air courageux, des larmes plein les yeux, une main qui s'accroche dur à la vôtre. C'est selon. On connaît le scénario, c'est le même chaque année et les radios et chaînes de TV ne manquent pas d'en remettre...

Cette année, on a même failli pleurer en entendant Christiane Collange sur Europe n° 1 parler du pauvre petit trente-sixième qui ne pourrait pas rentrer en maternelle, rejeté, repoussé, par les vilains instituteurs. Après avoir lancé un mot d'ordre de limitation des inscrits en maternelle, le SNI a négocié. Si, si, M. Haby a promis : les effectifs seront petit à petit réduits (c'est un terme que le ministre de l'Éducation affectionne particulièrement). En attendant, chères petites têtes blondes, entrez, entrez, dans la classe, serrez-vous bien : quand il y a de la place pour 35... il y en a bien pour 40. Tiens donc ! Enfin, la guerre est finie. C'était un coup en l'air, comme pas mal d'autres : calibre 35 contre calibre 40.

Alors, tout le monde a pris le départ. Il était temps : mère, pères, écoliers nouveaux et anciens, insfifs et profs n'en pouvaient plus. « Vive la rentrée », crachaient sur tous les tons les Monoprix, les bi-prix, les super, les hyper, les Mammouth, sans parler des radios et des télévisions borygmiques, martelant leurs « messages informatifs ». Un bon mois avant, c'était à qui n'avait pas son cartable super-neuf, le plus solide, le moins cher, et sa trousse, et ses tabliers, livres (les nouveaux, bien sûr), mouchoirs, chaussures, shorts, maillots, son assurance, ses frais de cantine... L'école n'est pas, n'est plus, n'a jamais été gratuite ? Bof : y'avait pas de souci à se faire, n'est-ce pas madame Bouzigues, puisque Giscard il allait donner les sous...

M-F-C ■

■ Après avoir fait voter à l'esbrouffe une loi-cadre reformant l'appareil éducatif, M. Haby veut maintenant faire croire que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes scolaires. Il pousse même le cynisme jusqu'à « demander » aux individus — élèves, familles et enseignants — de faire un effort pour que le système fonctionne « le mieux possible ». Or ces « individus » sont confrontés à des difficultés aggravées :

— les jeunes : les mesures gouvernementales annoncées à grand fracas sont autant de poudre aux yeux. 5 000 jeunes ont « bénéficié » des aides de l'opération 5 000 jeunes : les contrats formation ne sont qu'une prime accordée au patronat disposant durant six mois d'une main-d'œuvre quasi gratuite sans garantie d'emploi ultérieure ;

— les non titulaires de l'Éducation nationale risquent eux aussi le licenciement : 4 auxiliaires sur 10 sont aujourd'hui menacés de chômage partiel ou total. Rien que dans le second degré 10 000 enseignants ne retrouveront pas de poste cette année...

— les travailleurs sont touchés par une augmentation moyenne de 18 % des frais de rentrée (livres + 22 % ; cantine-transport + 11 % ; fournitures + 20 % ; etc.). L'impôt déguisé que représentent les cotisations diverses (coopératives, aides, bibliothèques...) augmente de 13 % ; la gratuité n'est plus qu'un mot vide de sens lorsqu'on sait que la rentrée d'un élève en 1ère année de CET, coûtera 617 F en moyenne... Les « aides » promises par le pouvoir sont dérisoires et constituent une véritable insulte.

La loi Haby ne peut masquer ces réalités : classes-impasses, classes-voies de garage, loi Royer, classes-parking, sélection, division entre conceptuels et manuels, toute l'organisation scolaire prépare bien la division du travail et préfigure la division en classes sociales.

LE PETIT TRENTE SIXIEME

